

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller
en page 3**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1819 - 13 juin 2003 - prix : 1 €

Tous ensemble, tous ensemble,



Faisons reculer Chirac et Raffarin

7, 8 et 9 juin
**Les images
de la Fête**



M 06189 - 1819 - F. 1,00 €

Sommaire

Retraites

- p 4 ■ Raffarin s'interroge sur son calendrier.
- Le PS et les retraites...
- P 5 ■ Le personnel de l'Éducation nationale ne s'essouffle pas
- P 11 ■ Le mouvement des cheminots continue
- P 12 ■ Le mouvement à la RATP
- P 13 ■ Les contractuels de la SNCF s'invitent aux Champs-Élysées
- Grève et intervention policière au centre des Impôts

Tribune

- p 6 ■ Tous ensemble, maintenant !
- Leur société**
- p 6 ■ Vers plus d'opacité dans les marchés publics !
- P 11 ■ Smic, une hausse en trompe-l'œil

Notre fête

- p 7 à 10 ■ Allocutions d'Arlette Laguiller (extraits)
- La fête en images

Dans les entreprises

- p 12 ■ Joskin : face à un patron de choc
- P 14 ■ La grève des éboueurs
- Alstom-Belfort : privé-public, tous ensemble contre les licenciements
- P 15 ■ McDonald's Paris (Strasbourg-Saint-Denis)
- Copenor-Mardyck (Nord)

Dans le monde

- p 16 ■ Proche-Orient : après la rencontre d'Aqaba, le terrorisme d'État israélien
- Congo-Kinshasa : les visées de l'impérialisme français

EDF-GDF

Un projet de loi sur le changement du statut d'EDF-GDF a été récemment publié. Il devrait être discuté le 6 août 2003 par le Conseil des ministres. L'article 1 de ce projet stipule : « Les établissements publics nationaux Electricité de France et Gaz de France sont transformés à compter du 31 décembre 2003 en sociétés anonymes régies, sauf disposition législative contraire, par les dispositions applicables aux sociétés commerciales ». Et même si le projet de loi prévoit (mais pour combien de temps ?) que l'État conserverait la majorité du capital, ce qui fait dire à Raffarin qu'il est mal venu de parler de privatisation, il s'agit bel et bien du début de la dénationalisation d'EDF-GDF. Roussely, le président de l'entreprise, a même déclaré qu'il souhaitait ce changement d'ici à la fin de l'année.

L'ouverture du capital d'EDF et GDF est dans les objectifs gouvernementaux depuis plusieurs années. Le gouvernement de gauche l'a préparé, Strauss-Kahn l'a annoncé en son temps. La droite arrivant au gouvernement n'a eu qu'à reprendre le dossier de la gauche. Mais pour que l'ouverture du capital soit une réussite, les futurs actionnaires doivent être alléchés par un maximum de divi-

EDF et GDF sont bénéfi-

BIENTÔT AU CAC 40 ?

ciaires depuis des années mais cela ne suffit pas. Aux dires de Roussely, il faut aussi retirer la charge des pensions (les retraites) des comptes d'exploitation et, ainsi les bénéfices seront encore plus importants ! Une réforme du régime des retraites pour les électriciens et les gaziers s'impose donc pour lui avec une première étape qui « doit aboutir à un régime de retraites de droit commun », et une seconde étape « au niveau des pouvoirs publics concernant notamment la durée des cotisations. » Ces mesures sont un « préalable nécessaire à l'ouverture du capital ».

L'annonce en pleine grève des salariés de la fonction publique d'une discussion au Parlement sur l'ouverture du capital d'EDF-GDF est apparue comme une provocation pour nombre de travailleurs de l'entreprise qui savent que leurs retraites sont plus que jamais menacées.

Et ce ne sont pas les exemples mis en avant par la direction qui peuvent rassurer. Celui de l'entreprise américaine Enron, qui pouvait soi-disant faire des profits et assurer en même temps un service public est édifiant : licenciement de milliers de salariés qui ont tout perdu, leur emploi et leur retraite !

Les travailleurs d'EDF-GDF ne sont pas des privilégiés et entendent le dire bien haut. De plus en plus nombreux parmi eux sont ceux qui veulent mettre un arrêt aux projets gouvernementaux néfastes qui se succèdent, sacrifiant les intérêts des salariés et des usagers pour favoriser ceux des futurs actionnaires, les seuls à être de vrais privilégiés.



LES GRÈVES COÛTENT CHER ? AUX GRÉVISTES, SURTOUT !

Les directions des entreprises publiques se plaignent de ce que leur coûtent les grèves. La SNCF parle d'une perte de 20 millions d'euros par jour de grève, la RATP d'environ 900 000 euros, Air France d'entre 5 et 9 millions d'euros. Quant à La Poste, elle s'inquiète en déclarant que les grèves de 1995 lui auraient coûté plus d'un milliard de francs.

Mais la grève coûte surtout très cher à ceux qui la font et dont la paie est amputée. La SNCF rappelle d'ailleurs à ce propos que ses pertes seront quand même atténuées du fait « qu'aucune journée de grève ne serait payée ». Pourtant, la responsabilité de la grève revient au gouvernement, qui voudrait que les salariés subissent sans réagir l'amputation de leurs retraites. Lui, a les moyens – en annulant son projet de réforme des retraites – de mettre fin aux grèves et donc aux inquiétudes des Gallois, Idrac et compagnie, présidents de la SNCF, de la RATP et des autres entreprises, quant à leurs déficits futurs !

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL et VILLE :

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE

.....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE, NOUS FERONS RECULER CHIRAC ET RAFFARIN

■ Malgré de vagues déclarations pour dire que le gouvernement est ouvert à des discussions avec les syndicats, le tandem Chirac-Raffarin n'est pas revenu sur ses projets, tant en ce qui concerne les retraites (où il s'agit de faire cotiser les travailleurs plus et plus longtemps pour leur verser des pensions moins élevées), la Sécurité sociale (qui remboursera de moins en moins les assurés), ou la régionalisation des services annexes de l'Éducation nationale (qui fera passer, dans chaque région, l'intérêt des firmes privées avant ceux d'un enseignement de qualité). Ce sont là autant d'attaques contre le monde du travail, destinées à diminuer encore la part des richesses revenant aux salariés, au profit des possesseurs de capitaux.

Le gouvernement n'a d'ailleurs pas l'intention de s'arrêter là. Un projet de loi visant à transformer EDF et GDF en sociétés privées vient d'être déposé, et ce sera évidemment, s'il est adopté, un nouveau cadeau offert aux possesseurs de capitaux, au détriment non seulement des salariés d'EGF, mais aussi des usagers.

Ce gouvernement et ses supporters sont des menteurs. Pendant toute la journée du 10 juin, les médias, pour tenter en ce jour de manifestations de donner un visage « social » à la poli-

tique de Raffarin, n'ont cessé d'annoncer que le Smic allait être augmenté de 5 % à partir de juillet. Mais en oubliant de préciser que cette mesure ne toucherait qu'un quart des smicards, ceux touchant le Smic le plus faible (celui qui est amputé de quatre heures).

Mais la journée du 10 juin a montré une nouvelle fois qu'une fraction importante du monde du travail est décidée à faire reculer Chirac, Raffarin et leurs ministres. Et c'est possible, car un certain Juppé se prétendait lui aussi « *droit dans ses bottes* », avant d'être obligé, devant la vague de grèves de l'automne 1995, de retirer son projet visant à repousser l'âge de la retraite pour les cheminots.

Il faut faire subir le même sort aux projets de Raffarin.

C'est toute la classe ouvrière qui est concernée. Le gouvernement, la presse écrite, parlée et télévisée à son service ont tenté d'opposer secteur public et secteur privé. En vain car, dans les manifestations, travailleurs du privé et du public se retrouvent au coude à coude pour crier leur refus de ces projets iniques.

Le gouvernement et la même presse font mine de s'étonner de voir les travailleurs de la SNCF et des transports urbains, qui ne seraient pas concernés par ce projet, nous disent-

ils, être au premier rang dans la lutte. Mais outre qu'il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que leur tour viendra après si Raffarin réussit son sale coup, la solidarité du monde du travail, cela existe et les cheminots ont des membres de leur famille, conjoint ou enfant, qui travaillent dans le privé.

Oh, le gouvernement connaît le mot solidarité. Mais il ne l'emploie que pour parler de solidarité nationale, que pour dire aux travailleurs qu'ils doivent accepter des sacrifices... pour permettre aux capitalistes de faire encore plus de profits. Eh bien, c'est une autre solidarité, fondée elle sur des intérêts communs, qui unit tous les travailleurs qui se sont mobilisés depuis des semaines contre les projets de Raffarin.

Alors, il faut faire en sorte que les grèves se multiplient, s'unissent pour se généraliser.

Le mouvement doit encore s'élargir. Car alors, ce n'est pas seulement le gouvernement qui se sentira visé, c'est la classe capitaliste tout entière qui lui demandera de renoncer à ses projets par peur de voir la situation sociale aller vers un nouveau juin 1936 ou un nouveau mai 1968.

Pour le patronat aussi, la peur est le commencement de la sagesse !

Arlette LAGUILLER

MISE EN LIBERTÉ ET ARRÊT DES POURSUITES POUR LES MANIFESTANTS ARRÊTÉS !

LUTTE OUVRIÈRE proteste contre les mises en garde à vue qui ont frappé cinquante-huit manifestants le 10 juin, à la suite d'incidents dont les forces de l'ordre, qui ont poursuivi des manifestants depuis la place de la Concorde sous des jets de gaz lacrymogènes inutiles, les poussant à se réfugier dans l'enceinte de l'Opéra, sont les véritables responsables.

Il est particulièrement inacceptable qu'en ce soir du 11 juin, vingt manifestants voient leur garde à vue prolongée de 24 heures, tandis

que dix-sept autres seront détenus plus longtemps. Ces personnes, qui appartiennent pour beaucoup à des organisations syndicales ou encore à la Compagnie Jolie Môme, ne peuvent à aucun titre être considérés comme des casseurs.

LUTTE OUVRIÈRE exige que tous ces manifestants soient immédiatement relâchés et que soient arrêtées toutes les poursuites judiciaires, et condamne du même coup les violences policières dont ont été victimes des grévistes et

manifestants à Mayotte, à La Réunion ou à Calais.

Loin d'intimider les salariés, enseignants ou travailleurs d'autres secteurs, de telles méthodes ne peuvent que conforter ceux qui refusent les plans du gouvernement Chirac-Raffarin sur les retraites et la décentralisation dans l'idée qu'il faut continuer la lutte et amplifier la grève et les manifestations pour le faire reculer.

*Communiqué de Lutte Ouvrière,
Paris le 11 juin 2003*

**LUTTE OUVRIÈRE
appelle à participer aux
nouvelles manifestations
qui auront lieu le 12 juin
et notamment
à celle qui partira
**Le 12 juin
à 15 heures
place d'Italie
à Paris****

RAFFARIN S'INTERROGE SUR SON CALENDRIER

Mardi 10 juin Raffarin a prétendu affirmer un changement de ton à propos de la situation sociale en s'exprimant publiquement dans deux interviews, l'une dans *La Croix*, et l'autre dans le quotidien économique *La Tribune*, qui s'adresse d'abord aux milieux des hauts cadres et du patronat.

Mardi 10 juin, sans s'engager sur quoi que ce soit sur le fond, sur tous les sujets il y avait une ouverture au moins sur le calendrier.

Dans *La Tribune*, Raffarin déclarait à propos de la décentralisation : « Pour les transferts, la loi entrera en vigueur progressivement », en tout cas pas en 2004, précisant : « Les décisions doivent être claires. Les calendriers doivent être souples ».

A propos des retraites, tout en étant « préoccupé des débordements extrémistes », il a affirmé : « Je comprends et je respecte les manifestations ». Par ailleurs il tenait à préciser que le gouvernement était prêt à discuter tout l'été au Parlement, finie donc l'échéance « incontournable », répétée auparavant par les mêmes, sur l'adoption définitive du projet pour la mi-juillet au plus tard.

Sur le financement des retraites et la situation économique, Raffarin se met tout d'un coup à avouer : « Il faut être prudent sur les prévisions. L'emploi c'est la croissance. Or sur la croissance nous avons une visibilité de six mois au maximum. » C'est l'aveu public par Raffarin lui-même

que les chiffres prévisionnels sur les retraites sont donc bien tous totalement fantaisistes.

À propos de la réforme de la Sécurité sociale voilà ce que tient à rectifier le Premier ministre : « J'entends parfois : Après la réforme des retraites, celle de la santé. Mais nous ne voyons pas les choses comme ça. » « Notre dispositif de santé est un programme global à l'horizon 2007. » « Le problème de la santé en France ne peut pas être pris seulement de manière comptable. » « Je pense à la situation des personnes âgées et handicapées. La Sécurité sociale doit rester notre bien national. »

Enfin, Raffarin a tenu à démentir la perspective de la privatisation annoncée d'EDF : « EDF ne sera pas privatisée. »

Tout cela n'est que des mots, que la dialectique gouvernementale peut tout à fait transformer en leur contraire demain dans les faits. Par nature les gouvernants ne se sont jamais sentis engagés par leurs promesses et leurs déclarations antérieures. Il n'y a que le rapport de forces issu des luttes qui peut les contraindre à prendre en compte les exigen-

ces des travailleurs.

Cela dit, ce changement de ton est notable, et il est justement la conséquence directe de la continuation de la lutte, engagée depuis des mois par certaines catégories contre les plans gouvernementaux. Oui, à sa façon, Raffarin reconnaît qu'il doit compter avec le mouvement de contestation en cours. Aucun autre argument que ce rapport de forces ne peut être entendu par le gouvernement.

En tout cas c'est bien la preuve que rien n'est acquis encore pour Chirac-Raffarin-Fillon-Ferry. C'est bien pourquoi, plus que jamais, tout doit être fait pour renforcer la grève, les manifestations et

toutes les initiatives qui permettent d'exprimer l'opposition radicale du monde du travail aux projets gouvernementaux jusqu'à ce qu'ils soient tous définitivement retirés.

C'est bien quand on a commencé enfin à faire bouger ceux d'en face qu'il faut y mettre toutes ses forces, avec la dernière énergie, pour élargir la brèche. En sachant d'ailleurs que ceux qui se battent représentent bien plus qu'eux-mêmes, ils

représentent les intérêts de dizaines de millions de salariés, retraités et chômeurs. Les seules vraies minorités, ce sont les tenants du camp d'en face, les profiteurs et leurs valets politiques.

Paul SOREL



LE PS, « PARTI RESPONSABLE »...

Si le mouvement social n'a pas réussi – pour le moment – à guérir la surdité de Raffarin, il a obligé la direction du PS à sortir de son mutisme sur les retraites. Avec un bon temps de retard et bien timidement.

Après que Rocard, Delors, Charasse ont déclaré que la « réforme » des retraites proposée par Raffarin-Fillon s'inscrivait dans la continuité des projets du PS, François Hollande s'est senti obligé de donner quelques précisions sur ce que proposait son parti en la matière.

Dans une longue interview publiée dans le quotidien économique *Les Échos* du 10 juin, il donne une définition de ce « réformisme de gauche », dont il avait parlé lors du récent congrès du PS : « C'est, dit-il, la synthèse entre nos deux cultures : une culture de transformation sociale et une culture de responsabilité ». Pour ce qui est de la culture de responsabi-

lité, on a pu la voir à l'œuvre quand le PS gouvernait. Mais on la voit encore actuellement, alors que le PS est redevenu un parti d'opposition.

Si Hollande se déclare partisan du retrait du projet Fillon sur la retraite, il ne faudrait pas croire qu'il est, pour autant, sur la même longueur d'onde que les manifestants et les grévistes, qui eux veulent imposer au gouvernement de remiser totalement ses mesures. Ses divergences ne portent que sur la méthode.

Le principal reproche que fait Hollande à Raffarin et à son équipe est de n'avoir pas négocié le temps qu'il fallait. Comme si l'essentiel était là ! Comme s'il fallait que les sala-

riés acceptent que l'on puisse négocier sur leur dos la régression sociale dont ils seraient les victimes, pourvu que l'on ait sacrifié au rituel d'un prétendu dialogue. Il ne serait pas plus acceptable parce qu'il serait plus long, et plus consensuel.

En fait, le PS s'inscrit, comme d'autres, dans le raisonnement qui considère que la réforme des retraites serait inévitable et indispensable. Il en conclut, lui aussi, qu'il faudrait appeler les salariés à l'effort. Il préconise non pas de jouer sur l'augmentation de la durée du temps de cotisation comme le propose Fillon (encore que le PS considère l'allongement de la durée de cotisation de ceux qui, jusqu'à présent, cotisaient encore 37 ans et demi, comme allant de soi), mais d'augmenter la CSG qui, faut-il le rappeler, est payée pour l'essentiel par les salariés. Pour le reste, il

propose, comme certains députés de droite, de moduler la durée des cotisations en fonction de la pénibilité du travail, ce qui revient, sans le dire, à augmenter la durée de cotisation pour ceux qui ne seraient pas soumis à cette pénibilité. Mais qui définirait cette pénibilité, sur quels critères ?

Voilà pour ce qui concerne « la culture de responsabilité » dont le PS se revendique. Sa « culture de transformation sociale » est nettement plus limitée. Mais comme il lui faut tenir compte de la contestation qui se fait entendre actuellement, François Hollande déclare que si le Parti Socialiste était « aux responsabilités », il « annulerait les allègements d'impôts engagés par le gouvernement pour les affecter aux retraites de la fonction publique » – allègements qui, c'est un fait, bénéficient aux

catégories aisées – et, ajoute-t-il, on pourrait « concevoir deux nouvelles ressources qui seraient affectées au fonds de réserve des retraites : l'une sur l'ensemble de la richesse produite, l'autre sur les revenus du patrimoine ».

Tiens donc ! Le PS conçoit, sur le tard et du bout des lèvres, que l'on puisse taxer la richesse produite et même le patrimoine. Mais s'il le conçoit, il reste vague et général. Il aurait été pourtant simple de dire qu'il faudrait s'en prendre au revenu du capital, et de chiffrer la part du patrimoine qui permettrait de faire face à un éventuel déficit des caisses de retraite. Mais ce manque de précision n'est pas fortuit. Il fait partie de sa « culture de responsabilité ».

Jean-Pierre VIAL

LE PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE NE S'ESSOUFFLE PAS, AU CONTRAIRE



Les manifestations du 10 juin

● À Marseille

Mardi 10 juin, à Marseille, un métro rarissime roulait sur la ligne 2 qui a finalement fermé comme la ligne 1, et il n'y avait pas de bus. Mais les policiers municipaux s'employaient à mettre des PV sur les voitures mal garées, forcément nombreuses. Était-ce pour ajouter encore à la colère des manifestants ?

Les cortèges étaient multiples. Celui de FO très important est allé à la préfecture. La CGT des transports, des cheminots devant l'Hôtel de ville, les groupes des hôpitaux, dont Sainte-Marguerite menacé de fermeture, les impôts, la DDE, retrouvaient en bas de La Canebière ceux de la SNCM et des Chèques postaux, entre autres. Il y avait peu d'entreprises du privé, mais les travailleurs de Panzani-Lusturcu étaient là ainsi que ceux de Péchiney-Aubagne, entreprises destinées à la fermeture. Comme disaient des manifestants : « *Y en a marre de ces guignols, qui ferment les usines, qui ferment les hostos, et ferment les écoles !* »

Quant au cortège des enseignants, de beaucoup les plus nombreux et les plus décidés, il se rassemblait devant l'Inspection académique.

Le plan des syndicats prévoyait ainsi plusieurs points de rendez-vous dans la ville. Mais on rencontrait beaucoup de groupes cherchant leurs cortèges, d'autant plus que ceux qui s'étaient absentés pendant le week-end de Pentecôte n'avaient pas eu le temps de se mettre bien au courant.

Pendant plus de trois heures, les manifestants ont défilé dans le centre-ville : tel cortège descendait à l'Hôtel de ville réclamer le Stade vélodrome pour le meeting prévu pour jeudi 12 juin. Tel autre se dirigeait d'un pas rapide, toutes banderoles déployées, vers le théâtre de la Criée, pour y faire demi-tour et revenir sur le Vieux port. D'autres ou les mêmes remontaient La Canebière que d'autres manifestants encore descendaient d'un pas résolu. Un cortège conséquent rejoignait la préfecture, à travers des rues bordées de sacs d'ordures, puisque les

éboueurs étaient en grève, puis repartait vers La Canebière, le Vieux port et la mairie.

Ainsi, sous un soleil brûlant, c'est tout le centre-ville qui était envahi par des milliers de manifestants déterminés à ne pas laisser passer les projets de loi du gouvernement.

● À Rennes

À Rennes, la journée du 10 juin a été de nouveau marquée par une très importante participation à la manifestation : nous avons défilé à environ 9 000 après avoir été environ 10 000 le 27 mai et 8 000 le 3 juin. Visiblement, n'en déplaise au gouvernement Chirac-Raffarin, la mobilisation persiste.

Si les enseignants étaient un peu moins nombreux, ils constituaient tout de même plus du quart du cortège. Cette baisse a donc été plus que compensée par la participation massive des cheminots, des communaux, des postiers et, à un degré moindre, des travailleurs de l'EDF, du Centre hospitalier régional, de la Direction de l'Équipement ou encore des intermittents du spectacle.

Il faut aussi noter la participation grandissante de dizaines de petits groupes de travailleurs avec ou sans banderole venus du secteur privé. Thomson était l'entreprise la plus représentée, car touchée par un plan de licenciement qui concerne 60 travailleurs à Rennes alors que, selon les syndicats, l'entreprise a déclaré 373 millions d'euros de bénéfice en 2002. Il y avait aussi bien d'autres petits groupes venus de PSA, de

l'imprimerie Oberthur, de la Banque Populaire, de Ouest France, du transport urbain (la Star) mais aussi de la Sécurité sociale, de France Télécom, des impôts, du Trésor, et même des membres du personnel pénitentiaire.

Résultat : la manifestation était dynamique et unanime à exiger le retrait des plans du gouvernement, que ce soit celui de Ferry ou celui de Fillon.

● À Nantes

La manifestation du 10 juin à Nantes a été importante, de l'ordre de celle du mardi 3 : 10 000 à 15 000 participants, selon les médias, avec cette fois encore une grosse part d'enseignants très dynamiques, dont le slogan le plus repris était : « *Tous salariés, tous parents d'élèves, tous à la retraite un jour, et tous en grève !* »

L'ensemble de la fonction publique était représentée, avec des cortèges plus ou moins importants mais significatifs, d'EDF, de la CRAM, des Territoriaux, de La Poste, des Télécoms, de la DDE, du Port autonome, du Trésor public, etc.

Le privé était là aussi : Airbus, la Biscuiterie Nantaise, Waterman, le Bâtiment, Renault, etc., souvent mélangé au public dans la bonne humeur, les slogans et les chansons.

L'essoufflement annoncé par le gouvernement ne vient pas et on a plutôt l'impression d'être repartis encore pour un tour avec de nouveaux grévistes entrant dans la lutte.

En dépit des déclarations des ministres, relayées par des journalistes complaisants ou peu observateurs qui répètent que le mouvement s'essouffle – mais c'est ce qu'ils disent au lendemain de chaque journée de manifestation – le mouvement du personnel de l'Éducation nationale tient bon. La participation toujours forte et le dynamisme qui n'a pas faibli dans les manifestations en témoignent.

Pour se rassurer, pour tenter de tromper l'opinion, on explique que le nombre de grévistes irait en fléchissant. Fléchissement très relatif d'ailleurs si on prenait au sérieux les chiffres gouvernementaux. Sauf qu'ils sont, cette fois encore menteurs, car on omet de rappeler que, comme c'est le cas chaque fin d'année scolaire, il n'y a plus de cours dans un certain nombre d'établissements.

Le gouvernement monte en épingle la rencontre mise sur pied le 3 juin, avec les représentants syndicaux enseignants, où il a eu l'oreille de ces derniers, sans même qu'il eut à céder sur grand-chose. Il a promis que les médecins scolaires, les conseillers d'orientation et les assistantes sociales ne seraient plus concernés par la décentralisation, soit 10 000 postes, tandis que les autres, les ouvriers et les techniciens, qui sont près de 100 000, eux, le seraient toujours.

S'il y a recul, il est sym-

bolique. D'ailleurs Darcos, interrogé sur France 2 à l'émission *Les Quatre vérités*, le lendemain, a affirmé, toujours aussi arrogant, que le gouvernement n'avait pas fait de concessions. C'est vrai. D'autant que la question des retraites, qui n'est pas pour rien dans la mobilisation, a été complètement escamotée. Il faut avoir l'optique de dirigeant syndicaliste, pour y voir un premier signe d'ouverture.

Reste maintenant à savoir si les enseignants se satisferont de ces ridicules manœuvres d'appareil qui n'engagent que l'appareil gouvernemental et ses interlocuteurs des appareils syndicaux. On imagine mal qu'ils puissent en être dupes. Eux savent bien qu'on est loin du compte. Ils n'ignorent pas que les mesures proposées étaient prévues et annoncées depuis déjà trois semaines, et que depuis le gouvernement campe sur les mêmes positions, en espérant pouvoir miser sur la lassitude et l'approche des congés. De telles finasseries ne changeront rien à une situation caractérisée par une détermination exceptionnelle des enseignants et de l'ensemble du personnel de l'Éducation nationale ; et aussi par la sympathie de l'opinion qui n'a pas faibli.

On peut prédire que Raffarin, Ferry, Darcos, n'en ont pas fini avec ce mouvement, même si on a appelé le chevalier blanc Sarkozy à leur rescousse.

J.-P. V.

Samedi 14 juin
MANIFESTONS POUR LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS
À PARIS
Départ 14 heures
Place Denfert-Rochereau
vers l'Assemblée nationale

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

TOUS ENSEMBLE, MAINTENANT !

Le temps se gâte sérieusement pour le gouvernement et le patronat. La météo tourne franchement aux grèves, à la grève, et pas seulement.

Le gouvernement misait sur l'isolement des grévistes de l'Education nationale : tout faux. Les profs et les instits ont tenu. Mieux : ils se joignent aux assemblées de postiers, de cheminots, de salariés de l'équipement... Ils vont diffuser leurs tracts à la porte des entreprises du privé. Ils sont populaires. Et depuis la semaine dernière, les cheminots les rejoignent dans la grève. Le gouvernement misait sur l'effritement de la grève des cheminots : tout faux. Les trains et métros ont eu bien du mal à circuler le week-end de la Pentecôte.

Mais ce qui inquiète le plus le gouvernement, c'est autre chose. C'est la nouvelle façon de faire grève ! Faire grève, désormais, c'est aller voir les copains grévistes des autres secteurs, militer pour l'élargissement de la grève, se montrer et agir ensemble, abolir toutes les barrières catégorielles et corporatistes. De Brétigny à Miramas, du Vieux Port de Marseille à Pont-de-Claix, de Toulouse à Calais, de Brest à Roanne, Mulhouse ou Clermont... profs, instits, postiers, cheminots, pompiers, travailleurs des arsenaux, de l'équipement, de la météo, chômeurs..., se retrouvent sur les voies, les barrages filtrants, les manifs devant les préfectures, les opérations œufs pourris contre antennes du Medef, etc.

Grèves minoritaires dit le gouvernement. Ouais... Mais drôles de minorités qui, dans l'Education nationale, ont fait des petits dans tout le pays, et qui chez les cheminots prennent le même chemin, et pas seulement chez les cheminots !

En réalité, le gouvernement et le patronat commencent à avoir une sacrée trouille de la généralisation des grèves et de la contestation générale.

Car pour l'heure, c'est la rue qui crée l'ambiance. Pas une ville, pas une banlieue, sans que des cortèges de centaines de grévistes passent ici et repassent par là, aux carrefours, devant une préfecture ou tout autre symbole gouvernemental ou patronal.

Toulouse, la semaine dernière : 17 barrages filtrants se mettent en place sur toutes les bretelles d'accès de la rocade. 200 à 500 manifestants par barrage, toutes professions confondues, y compris

le privé... jusqu'aux agents des douanes !

Chevilly-Larue (Val de Marne), 5 juin : salariés d'Air France, de la RATP, employés communaux, hospitaliers, enseignants... envahissent à 600 l'aérogare Ouest de l'aéroport d'Orly. Pont-de-Claix (Isère) : des employés communaux et des enseignants empêchent l'accès au site chimique. À Cahors (Lot), plus de 150 personnes encerclent la préfecture et le conseil général et coupent l'électricité dans les bâtiments... Quelques exemples parmi des centaines d'autres dans tout le pays.

Les dites minorités de grévistes ont si bien fait école, qu'elles représentent d'ores et déjà des centaines de milliers de grévistes et, surtout, des centaines de milliers de militants de la généralisation de la grève contre la réforme des retraites et plus généralement contre tous les sales coups en cours et en préparation contre le monde du travail.

« Si l'on cède sur la retraite, après ce sera la Sécu, la privatisation d'EDF-GDF, et de l'ensemble des services publics » explique une instit en grève de Brive venue chahuter Juppé. Elle a raison, et comment ! Sans compter les plans de licenciements qui continuent. C'est en ce moment que nous pouvons avoir le rapport de force contraignant Raffarin, Chirac et le Medef à sonner rapidement la retraite générale.

Il faut que le monde du travail gagne l'épreuve de force déjà largement engagée. Mais pour que les grévistes actuels ne s'épuisent pas, ne cèdent pas, il faut que le reste des travailleurs, du public comme du privé, les rejoignent, sans tarder, maintenant, sans laisser le temps au gouvernement de miser sur la durée et le délitement du mouvement. Il faut faire grève et manifester massivement ce mardi 10 juin bien sûr. Mais aussi demain et les jours qui suivent.

Vive la grève générale !

Lundi 9 juin 2003

*Editorial des bulletins d'entreprise
L'étincelle distribués par la
Fraction le mardi 10 juin 2003*

Convergences Révolutionnaires n° 27 (mai-juin 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur l'industrie de guerre et le trafic d'armes à l'heure de la mondialisation.
- Editorial : « Pour que la rue gouverne »
- Des articles : Sur les grèves de l'Education nationale, le 32^e congrès du PCF, les Sans-papiers ou la drôle de « victoire de la démocratie contre Le Pen », l'individualisation des salaires et leur régression, la situation du capitalisme américain, l'enjeu du pétrole en Algérie, la rage des sidérurgistes en Belgique.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

Marchés publics

VERS PLUS D'OPACITÉ

La nouvelle législation des marchés publics, qui régit la façon dont les grandes entreprises (et les moins grandes) obtiennent des marchés publics, devrait entrer en application au mois de juillet. Imposée par le gouvernement au pas de charge comme le reste, elle suscite des inquiétudes y compris chez ceux qui devraient pourtant en être les principaux bénéficiaires. Subsidièrement, elle devrait ôter une épine du pied à quelques notables « mis en examen ».

Cette nouvelle loi, dont les décrets d'application ont été rapidement publiés, montre au moins qu'un gouvernement peut agir vite s'il en a la volonté. A première vue, il s'agit de satisfaire encore mieux les attributaires des marchés publics. Mais il s'agit aussi de satisfaire certains politiciens ayant triché avec les dispositions de la loi antérieure.

Le gouvernement explique évidemment autrement sa célérité. L'ancien système, prétend-il, était « trop compliqué » pour les principaux intéressés. Ceux-ci ont pourtant su en tirer bien des avantages, il suffit de consulter les bilans des principaux groupes du BTP.

La principale disposition du nouveau système est de relever le plafond en dessous duquel il ne sera pas nécessaire de faire un appel d'offres pour des marchés publics. Ce plafond est tellement relevé - il passe de 90 000 euros à 6,2 millions d'euros ! - qu'il ne sera désormais plus nécessaire de faire appel à cette procédure pour 94 % des marchés de l'Etat et 98 % de ceux des collectivités locales. Les représentants de l'Etat dans les commissions concernées, de même que les comptables publics, n'y siègeront désormais que s'ils sont invités à le faire. Disparaît également le découpage des marchés en lots, puisqu'il devient « facultatif » !

La nouvelle loi a déjà soulevé des protestations du côté des petites et moyennes entreprises, qui craignent d'être tenues à l'écart et que toute la manne aille aux grands groupes du BTP. Même Bouygues, pourtant grand praticien de la chose (et grand bénéficiaire de l'ancien comme du nouveau système), a manifesté lui aussi des réserves. Craindrait-il, si tout échappe à un minimum de contrôle de l'Etat, que le nouveau système ne lui assure plus les mêmes garanties que du temps où l'Etat savait qui il devait protéger ?

De toute façon, le nouveau système, qui va avoir pour première conséquence de faire s'envoler un peu plus les coûts, s'inscrit dans la continuité de ce à quoi on a assisté ces dernières années quand, par exemple, les entreprises s'entendaient pour renchérir en moyenne de 25 % le montant de leurs offres. Avec le nouveau système, les « grands » du secteur n'ont pas fini de prospérer, et les « petits » paieront les pots cassés.

Pendant qu'il y était, le gouvernement a introduit des contrats de partena-

riat public-privé qui permettront désormais à une seule et même entreprise d'assurer la conception, la réalisation et l'entretien d'un ouvrage public. De quoi satisfaire un groupe disposant de toutes les filiales nécessaires pour assurer de A à Z une opération de ce genre, comme Dumez ou... Bouygues.

Accessoirement, cette procédure va rétablir des dispositions supprimées de la loi antérieure, dont les conséquences étaient apparues au grand jour lors de différentes affaires de corruption où se mêlaient allégrement les noms d'entreprises du bâtiment et de politiciens connus.

L'affaire des marchés des lycées d'Ile-de-France avait ainsi révélé un délit d'entente : les entreprises s'entendaient pour se partager les contrats. Pour que les autorités ferment les yeux, des pots-de-vin étaient versés aux principaux partis politiques. Cela concernait tous les partis qui composent l'actuelle UMP, mais aussi le PS.

En modifiant ainsi la loi sur l'attribution des marchés publics, outre le pactole qu'il assure aux entreprises concernées, le gouvernement entrouvre aussi une issue à des affaires de corruption, dont les procédures en cours sont actuellement enlisées dans les lenteurs de la justice. Certains notables, à Nice ou à Marseille, soupçonnés de « favoritisme » parce qu'ils ont contourné dans le passé les procédures prévues par la loi antérieure, pourraient ainsi sortir à leur avantage des procédures engagées contre eux, puisque la loi est changée.

Et parmi ces procédures embourbées, il y a l'affaire des HLM de la Ville de Paris, instruite par le juge Halphen, et qui mettait en cause, entre autres, un ancien maire de Paris devenu depuis président de la République, intouchable du temps de son mandat... et vraisemblablement après.

On disait autrefois que la V^e République s'était placée sous le signe du béton parce qu'elle avait beaucoup profité aux grands groupes de l'immobilier et de la construction. En assurant la fortune des uns, les politiciens assuraient, par un système de renvoi d'ascenseur, leur propre carrière. En rajoutant un peu d'opacité au système, le gouvernement ne devrait pas nuire aux affaires, au contraire.

Jacques FONTENOY



Un grand chantier dans la région de Grenoble.

NOTRE FÊTE



Allocution d'Arlette Laguiller, samedi 7 juin (extraits)

VIVE LA GRÈVE !

(...) « Je suis particulièrement heureuse de vous accueillir dans cette période où l'importance et la diversité des mouvements sociaux sont déjà une réponse majeure au gouvernement. (...) »

Même si le gouvernement, aidé par certains médias complaisants, cherche systématiquement à minimiser la mobilisation, les grèves et les manifestations continuent... Le mouvement suit son cours à des rythmes différents suivant les villes et les régions, mais on peut dire que tout le pays est touché... Il ne s'est pas, ou pas encore, étendu à toutes les entreprises privées, mais la participation des travailleurs d'entreprises privées aux manifestations du 3 juin témoigne du soutien de ceux du secteur privé à l'égard du mouvement... Et ceux qui sont en lutte pour empêcher le gouvernement de reculer l'âge de la retraite et de diminuer les pensions représentent bien plus les millions de travailleurs de ce pays que la coterie politique au service des privilégiés qui soutient le projet gouvernemental. (...)

Beaucoup de ceux qui sont ici, à cette fête, ont participé aux manifestations successives qui ont jalonné la mobilisation. Et nombreux sont aujourd'hui, sur cette pelouse, les enseignants, les postiers, les cheminots, les travailleurs de la RATP, qui sont en grève, et je les salue particulièrement.

Ils savent tous que la réforme Raffarin-Fillon est une infamie... Le gouvernement prétend que son projet est inévitable pour combler le déficit des caisses de retraite. Mais c'est un mensonge grossier. Les caisses de retraite ne sont

pas en déficit. Même d'après les prévisions gouvernementales, qui valent ce que valent celles des cartomanciens, il n'y aura de déficit que dans dix, voire vingt ans.

Mais quand bien même cela arriverait, si cela arrive, il n'y aurait aucune raison que, pour épargner les revenus du capital, on impose aux salariés de cotiser plus longtemps, et cela pour toucher dans tous les cas une pension plus faible. Si les cotisations des salariés en activité ne suffisent plus pour payer la retraite des anciens, c'est à cause du chômage, des licenciements collectifs dont les seuls responsables sont les patrons ! C'est à cause des salaires insuffisants, à cause de la précarité, dont les travailleurs sont les victimes, et pas les responsables !

Alors, c'est aux patrons de payer ! A commencer par une augmentation des cotisations patronales !

(...) Évoquer seulement l'évolution démographique en invoquant le nombre croissant de gens âgés par rapport au nombre d'actifs est une manipulation statistique grossière et réactionnaire car elle ne tient aucunement compte de l'évolution de la productivité et de l'accès aux résultats de cette augmentation.

Un nombre plus limité d'actifs devrait assurer le financement d'un nombre plus élevé de retraités ? Et alors ?

Pendant le demi-siècle passé, le nombre de paysans a été divisé par six. C'est-à-dire que, sur cent paysans en 1950, il en reste 16 ou 17 aujourd'hui. Mais, non seulement ceux qui restent nourrissent aujourd'hui toute la population, qui pourtant s'est consi-

dérablement accrue, mais il y a même une surproduction agricole.

Et il en va ainsi, et plus encore, dans la production industrielle où le même nombre d'ouvriers fabrique cinq fois, dix fois plus d'automobiles, de réfrigérateurs, d'articles ménagers, d'objets de toutes sortes, qu'il y a un demi-siècle.

Alors, comment oser prétendre qu'un nombre plus faible d'actifs ne pourrait pas assurer une retraite convenable à un nombre plus grand de retraités ? (...)

Qu'est-ce que ces ministres, ces vulgaires laquais du grand patronat qui, du haut de leurs postes, décrètent qu'un ouvrier sur chaîne, une caissière, un enseignant se consacrant à ses élèves, peuvent et doivent travailler pendant 40 ans, 42 ans de leur vie, jusqu'à 65 ans, et au-delà ?

Et puis ils nous offrent des moyennes d'espérance de vie. Mais, est-ce que l'espérance de vie d'un ouvrier du bâtiment ou de Citroën est la même que celle des collègues du baron Seillière ? Ces derniers peuvent parfois se crasher dans un avion privé, mais le risque en est plus faible que pour les travailleurs des industries classées Seveso de mourir dans une explosion.

Le gouvernement de droite, qui dirige ce pays depuis un an, a reçu le soutien d'un certain nombre de dignitaires du Parti Socialiste, de Rocard à Charasse, en passant par Delors. Ils affirment qu'ils voteraient sans hésitation le projet Raffarin-Fillon. Mais ils ne font que dire tout haut ce que la direction du Parti Socialiste pense tout bas. Cette der-

C'est dans un climat particulièrement chaud que s'est déroulée cette année la Fête de Lutte Ouvrière. Pas seulement parce que le temps a été beau pendant l'essentiel de ces trois journées, mais parce que le soleil était aussi dans les cœurs. Car, quoi qu'en dise la propagande du gouvernement, les grèves continuent bel et bien ! Et c'est le meilleur encouragement à notre combat commun.

L'affluence a été très bonne, malgré les difficultés de transport rencontrées par nos amis des villes les plus éloignées ou même de la banlieue parisienne pour venir à Presles.

Les présents, participants, sympathisants, amis, simples curieux, ont pu s'amuser, chanter en chœur, applaudir des spectacles variés et souvent hauts en couleur, débattre aussi des mouvements en cours en France comme des luttes à travers le monde, dans une ambiance fraternelle – comme toujours à la fête de LO – mais avec en plus le dynamisme des nombreux grévistes et manifestants de l'Éducation nationale, de la SNCF, de La Poste, etc., qui ont su l'animer joyeusement.

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à ce succès, dont les pages qui suivent visent à prolonger le souvenir à travers quelques images et de larges extraits des interventions de notre camarade Arlette Laguiller.



nière ne fait mine de s'opposer au projet que pour redorer un peu le blason de son parti qui, pendant les cinq ans qu'il a été au gouvernement, a servi obséquieusement les intérêts du grand patronat. D'ailleurs, pendant les cinq ans que le Parti Socialiste a dirigé le gouvernement, il n'est pas revenu sur les lois Balladur qui avaient imposé les 40 ans de cotisation aux travailleurs du privé, au lieu des 37 ans et demi qui étaient en vigueur. Et rappelons aussi que le projet sur les retraites que Raffarin et Fillon sont en train d'appliquer a été préparé par les ministères de Jospin et sous sa responsabilité. (...)

Alors, ce qui inquiète le plus le gouvernement, c'est que le mouvement a tendance à se généraliser et, surtout, qu'il a tendance à réunir les travailleurs de différentes catégories et de différents statuts, ceux du public et ceux du privé, dans un seul mouvement de protestation.

Un des aspects les plus prometteurs du mouvement, pour les luttes en cours

comme pour les luttes futures, est que les postiers, les cheminots, les enseignants essaient de convaincre non seulement les travailleurs de leurs propres catégories mais aussi ceux des autres, de se joindre au mouvement.

Oui, c'est une bonne chose que des postiers en grève aillent vers les travailleurs d'une entreprise privée ou que des enseignants aillent vers les cheminots ou vers les agents de la RATP. Oui, c'est une bonne chose que se tissent ainsi des liens entre les uns et les autres et que, progressivement, se forge la conscience commune que les travailleurs ont tous les mêmes intérêts.

Pour empêcher cette conscience commune de prendre corps, le gouvernement utilise tous les stratagèmes visant à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Il essaie de présenter les travailleurs du secteur public comme des privilégiés simplement parce qu'ils bénéficient de la retraite après 37 ans et demi de cotisation. Mais il oublie de rappeler

que c'est Balladur qui a introduit cette inégalité. Il suffit d'annuler les mesures Balladur pour qu'il n'y ait plus de privilèges, chaque travailleur ayant le droit de partir à la retraite après 37 ans et demi de cotisation.

Les ministres font mine de s'étonner que les travailleurs de la SNCF ou de la RATP, qui ne sont pas concernés aujourd'hui par le plan Raffarin-Fillon, réagissent quand même. Comme s'il n'était pas évident que, si le gouvernement parvient à imposer de force son plan, tout le monde sera victime, tôt ou tard ! Et, de plus, n'en déplaise à tous ces ministres qui prennent les travailleurs pour des imbéciles, un cheminot ou un travailleur de la RATP a un conjoint ou des enfants qui travaillent dans d'autres secteurs, et les coups que ceux-ci reçoivent frappent toute la famille !

Eh bien, c'est précisément ce qui inquiète le gouvernement qui doit nous encourager à continuer et à renforcer le mouvement. La tentative de nous diviser entre travailleurs du public et travailleurs du privé doit nous conforter dans la conviction que c'est en réagissant en tant que travailleurs, tous ensemble, que nous avons une chance réelle de le faire reculer. (...)

Ces gens-là osent traiter d'égoïstes ceux qui refusent les projets antiouvriers du gouvernement.

Vous ne les entendez jamais traiter d'égoïstes ces patrons qui décident, dans le secret de conseils d'administration composés de quelques individus, de fermer une entreprise ou de la délocaliser, simplement parce que cela leur rapporte un peu plus, même lorsque cela se traduit par des drames pour des centaines d'ouvriers et par une catastrophe pour toute une région.

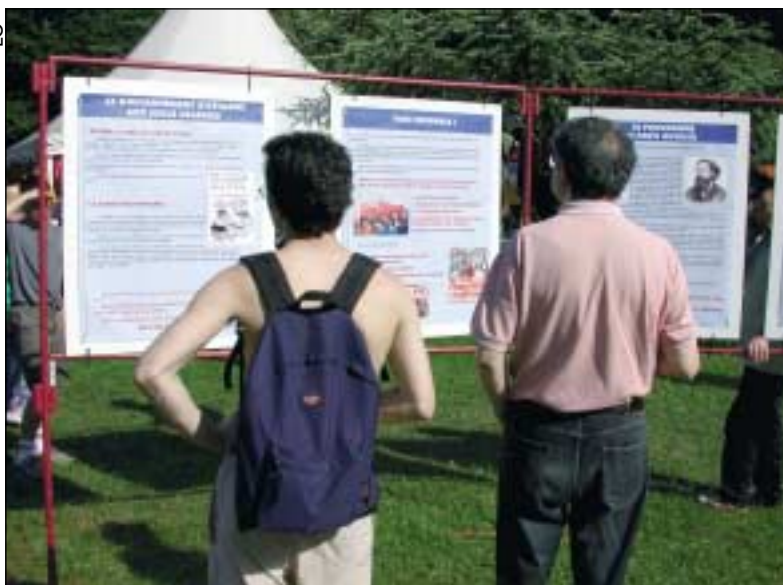
Jamais vous ne les entendez traiter d'égoïstes ces gros actionnaires, ces grands bourgeois qui gagnent en une heure le salaire mensuel d'un smicard, sans rien faire de leurs dix doigts.

Vous ne les avez pas entendus traiter d'égoïste Seillière lorsqu'il a retiré ses capitaux d'Air Liberté, provoquant ainsi la faillite de cette compagnie !

Non, pour ces gens-là, les égoïstes, ce sont toujours les ouvriers exploités, opprimés, les salariés mal payés, lorsqu'ils osent se défendre !

Eh bien, même s'ils déversent à la télévision et à la radio des tombereaux d'injures sur les grévistes, ce sont ceux qui luttent qui représentent la légitimité. La légitimité de ceux qui travaillent, de ceux qui créent les richesses, de ceux qui font vivre ce pays !

Et leur combat, notre combat, est légitime parce qu'il va dans le sens des intérêts des millions de travailleurs de ce pays. » (...)



Presles 2003



Allocution d'Arlette Laguiller, dimanche 8 juin (extraits)

« IL FAUT QUE LE MOUVEMENT SE GÉNÉRALISE »



(...) « De toute évidence, le gouvernement ne s'attendait pas à la réaction que ses mesures ont provoquée. Il ne s'attendait pas à la ténacité du personnel de l'Éducation nationale. Il ne s'attendait pas à ce que les journées nationales successives appelées par les syndicats soient massivement suivies.

Il ne s'attendait pas à ce que, entre deux journées nationales de grèves et de manifestations, celles-ci continuent à l'Éducation nationale mais aussi parmi un nombre croissant de travailleurs d'autres services publics.

Malgré les annonces répétées des directions de la SNCF, de la RATP et du ministre des Transports sur le rétablissement complet du service, à Paris, sur plusieurs lignes il n'y a pas ou il y a peu de métros, dans le pays bien des trains ne circulent pas. Et, dans beaucoup de villes, les transports urbains sont complètement paralysés. Et la mobilisation touche des catégories variées de travailleurs, du personnel hospitalier aux postiers, des travailleurs d'EDF-GDF à ceux des collectivités territoriales, des agents des impôts et de l'équipement aux intermittents du spectacle. Et, même en ce week-end, le mouvement touche les régions, chacune à son rythme.

Le gouvernement se faisait sans doute une raison par avance d'une ou deux journées nationales comme baroud d'honneur. Il ne s'attendait pas à de telles grèves. Il s'y est brûlé les doigts, et c'est déjà un succès du mouvement.

Eh bien oui, par l'intermédiaire de ceux qui se sont mis en mouvement, le monde du travail envoie un cinglant désaveu au gouvernement qui ose prétendre vouloir sauver les retraites alors qu'il fait le contraire. (...)

Mais comment pourrait-il en être autrement, tant l'attitude du gouvernement est provocante ? Et tant il apparaît scandaleusement injuste que plus la productivité augmente, moins ceux qui en sont les artisans en bénéficient. (...)

Et comment croire les arguments des ministres lorsqu'ils disent que, dans quelques années, il n'y aura plus d'argent pour les retraites alors qu'on voit valser des milliards et qu'un des procureurs du procès Elf déclare qu'il a été effaré par « les sommes démesurées » qui valseaient entre les mains des dirigeants de la société pour finir par être détournées. Pourtant, il s'agissait à ce point de miettes par rapport aux profits de ce trust, par

rapport à ces profits que les actionnaires empochent discrètement et tout à fait légalement, qu'ils ne s'en apercevaient même pas.

Alors, bien sûr, de l'argent, il y en a. Ce qui est en cause, c'est l'usage qu'on en fait. Car le prétendu problème des retraites, comme celui du prétendu déficit de la Sécurité sociale, exprime seulement le fait que, par toutes sortes de mécanismes, on prélève sur les salariés des parts de la richesse sociale pour les détourner vers la classe capitaliste.

C'est pour les mêmes raisons fondamentales que les gouvernements qui se succèdent diminuent parfois relativement, et souvent dans l'absolu, les crédits accordés aux services publics.

Les hôpitaux manquent scandaleusement d'effectifs et de moyens. Dans l'Éducation nationale, on se débarrasse du personnel non enseignant, comme les surveillants, les médecins scolaires ou les assistantes sociales, dont la présence est pourtant indispensable au bon fonctionnement de l'enseignement. La Poste supprime des bureaux dans un nombre croissant de petites villes et de villages, et à Paris, on diminue la distribution quotidienne au strict minimum, et il faut des attentes interminables pour envoyer un mandat ou retirer une lettre recommandée. Quand on ne ferme pas des maternités et des hôpitaux de proximité, on ferme des services indispensables définitivement ou par rotation. Toute cette régression sociale pour ne pas perdre une miette des profits des puissances financières. (...)

Au bout du compte, les mesures prises par les gouvernements successifs, au-delà de leur contenu politique, ont une chose en commun : elles visent toutes à augmenter la part du patronat et de la bourgeoisie dans le revenu national, au détriment des salariés.

Voilà pourquoi, si l'objectif des luttes actuelles doit être d'obliger le gouvernement à retirer le projet Raffarin-Fillon sur la retraite et le projet Ferry sur l'Éducation nationale, leur signification va bien au-delà. Le monde du travail a montré déjà qu'il n'accepte pas et peut-être n'acceptera plus les attaques contre ses conditions d'existence.

Les ministres qui se relaient sur les antennes accusent les grévistes de paralyser le pays. Eh oui, ceux qui peuvent paralyser

le pays, ce sont précisément ceux qui le font marcher ! Et ces messieurs les ministres, comme les patrons, ne s'aperçoivent que lorsque les travailleurs décident de s'arrêter que les métros et les trains ne roulent pas tout seuls, que les usines ne tournent pas sans ouvriers, que l'enseignement ne se fait pas sans le personnel de l'Éducation nationale, que le courrier n'est pas distribué sans postiers !

Et l'on entend les ministres répéter que les grévistes prennent les usagers en otages. Mais, si attendre longtemps un train ou ne pas avoir de métro est sûrement désagréable, travailler deux ans, cinq ans de plus est certainement infiniment plus dur. C'est le gouvernement qui, pour plaire aux milieux financiers, prend toute la population laborieuse en otage, pas les travailleurs qui se défendent !

La grève est encore loin d'avoir touché les gros bataillons du monde du travail. Mais cela montre seulement qu'elle a d'immenses champs pour se développer. Et rien que le fait que le mouvement dure depuis plusieurs semaines montre que les arguments du gouvernement et de ses serviteurs ne prennent pas.

Pas de chefs d'orchestre clandestins...

La propagande gouvernementale veut voir aussi derrière le mouvement des chefs d'orchestre ou des agitateurs clandestins. C'est un argument bien utilisé depuis des décennies, mais bien usé aussi. Mais si le mouvement se développe, si des centaines de milliers de travailleurs répondent aux appels à manifester, si, entre deux journées de manifestation, les arrêts de travail continuent et des secteurs nouveaux basculent dans la grève, c'est parce que c'est l'écrasante majorité des salariés qui refuse le projet gouvernemental.

Et, en réalité, ce qui inquiète le gouvernement, c'est justement qu'il sait qu'il n'y a pas de chefs d'orchestre, ni clandestins ni ouverts. Si le mouvement répondait seulement au choix de certaines confédérations syndicales, le gouvernement pourrait espérer pouvoir satisfaire leurs directions syndicales par des promesses de négociations assorties de quelques concessions secondaires. On a vu avec quelle facilité la direction de la CFDT, qui avait appelé à manifester le 13 mai, s'est, en quel-

ques heures, couchée devant le gouvernement et comment Chérèque est devenu le porte-parole attitré de Raffarin parmi les salariés. Et le fait que les autres directions syndicales, tout en ayant une attitude et un langage plus radicaux, ne revendiquent pas le retrait pur et simple du projet Raffarin-Fillon, mais seulement d'autres négociations, est sûrement le dernier espoir du gouvernement.

Mais la grève a bien d'autres voies devant elle pour se développer et pour se généraliser. Et ces moyens, ce sont les grévistes eux-mêmes, ces dizaines de milliers de grévistes de l'Enseignement, de La Poste, d'EDF-GDF, de la SNCF, qui représentent une force considérable, insuffisante encore pour gagner contre le gouvernement mais assez puissante pour propager la grève d'une entreprise à une autre, d'une catégorie de travailleurs à une autre.

Sans doute, ces groupes d'enseignants qui rendent visite aux dépôts RATP pour entraîner des chauffeurs de bus dans la grève, ces postiers qui vont vers une entreprise privée pour expliquer en quoi le mouvement concerne tous les travailleurs, ne représentent pour le moment qu'une forme embryonnaire dans le mouvement. Mais cela montre la voie à suivre

(...) Un mouvement social qui mobilise réellement des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs a un dynamisme, une créativité et une imagination qu'aucun chef d'orchestre, clandestin ou pas, ne peut artificiellement susciter.

Et, en réalité, ce n'est pas encore l'ampleur du mouvement qui inquiète le gouvernement. Ce qui l'inquiète, c'est sa durée et son évolution. Parce qu'un mouvement propagé par les travailleurs eux-mêmes est incontrôlable au sens où le gouvernement l'entend. Il n'y a pas de chef avec qui faire des tractations, il n'y a pas d'appareil avec qui négocier.

Alors oui, il faut que le mouvement se généralise, et se généralise de cette façon-là, avec des assemblées générales démocratiques, à la base, avec des contacts entre travailleurs de différents secteurs, en gardant son caractère non corporatiste. Car c'est comme cela que se développera la conscience que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts et la conscience qu'uni dans la lutte, le monde du travail représente une force à laquelle la petite cohorte gouvernementale,

ignorant tout de la réalité sociale, ne sera pas capable de résister » (...)

Et, encore une fois, s'il est important de faire revenir le gouvernement sur les retraites et la décentralisation, c'est tout aussi important sur le reste. Si le gouvernement a eu la bêtise d'essayer de faire passer un ensemble de mesures contre les salariés d'un seul coup, c'est qu'il pensait, du haut des 82 % des suffrages pour Chirac et de sa victoire dans la foulée aux législatives, qu'il pourrait faire n'importe quoi et qu'il n'y aurait pas de réaction de la part des travailleurs.

Il croyait peut-être que le pays était à l'image du Parlement, c'est-à-dire à sa botte. Mais, contrairement aux affirmations de Raffarin et des siens, la rue peut défaire ce que le plébiscite de Chirac a fait. Et, si les politiciens de gauche ne se sont pas encore remis du désaveu infligé à Jospin, cela n'a pas démoralisé les travailleurs. Ils attribuent, à juste titre, bien moins d'importance aux simagrées électorales dont on présente le résultat comme décisif.

Au début du mouvement, Raffarin avait annoncé, avec suffisance : « Ce n'est pas la rue qui gouverne ». Mais il sait, lui, que ce ne sont pas les urnes non plus. Non ! C'est l'argent et ceux qui en possèdent qui gouvernent. C'est le grand patronat qui gouverne le gouvernement.

Eh bien la rue, la force des travailleurs, peut faire reculer le pouvoir de l'argent. Elle peut faire ravalier leur morgue aux pantins qui croient qu'ils gouvernent alors qu'ils ne font qu'exécuter les basses œuvres des possédants.

* * *

Alors, camarades, contrairement à hier, le ciel n'est pas avec nous, soit. Mais le soleil est dans nos cœurs. Donc, amusons-nous, discutons de tout et du reste en refaisant le monde !

Parce que, dès mardi, nous devons faire en sorte que la journée de grèves et de manifestations à laquelle appellent plusieurs centrales syndicales soit un succès. Et les jours qui viennent, nous devons continuer à œuvrer pour que les grèves continuent et que, portées par les travailleurs eux-mêmes, elles se transforment de grèves limitées, en une grève de l'ensemble du monde du travail.

Alors camarades, je vous souhaite une bonne et joyeuse fête pendant deux jours !

Vive la fête, vive la grève ! »

SMIC UNE HAUSSE EN TROMPE- L'ŒIL

À la veille du débat parlementaire sur les retraites, Raffarin, le roi de l'effet d'annonce, a confirmé une hausse du SMIC de 5,5 %. Dans un entretien avec les journalistes de *La Tribune*, il a prétendu que c'était une « hausse bien supérieure à celle des vingt dernières années, si on appliquait les règles normales d'indexation (2 %) ». Eh bien, c'est un mensonge à ajouter à une liste déjà fort longue de ce gouvernement.

En effet, fin avril, son sous-fifre chargé des Affaires sociales, Fillon, qui avait alors annoncé cette même hausse du SMIC, avait précisé – le bras-de-fer sur les retraites n'était pas alors entamé – que cette hausse n'était que la conséquence d'un rattrapage mécanique de la hausse des prix, qui ont tendance à s'emballer ces derniers mois, combiné avec les mécanismes prévus pour remettre au même niveau les six SMIC existant actuellement du fait du passage au 35 heures.

De fait, seuls 615 000 des 2,7 millions de salariés qui gagnent le SMIC bénéficieraient de la totalité de cette hausse, c'est-à-dire un sur cinq. Il y a, de surcroît, un revers à cette médaille déjà assez peu glorieuse. C'est également à partir du 1^{er} juillet prochain que les entreprises bénéficieront de nouvelles exonérations fiscales, liées au dispositif de remise à niveau des six SMIC. Elles représentent une aide chiffrée par les services du ministère à 7 milliards d'euros. D'ici 2005, période où se poursuivra normalement la remise à niveau des différents SMIC, le patronat devrait ainsi bénéficier de 19 milliards d'allègements de charges au total. On aura compris que pour Raffarin, le patronat a plus besoin d'argent que les smicards.

Avec Chirac et Raffarin, un coup bas à la France d'en bas, c'est un cadeau à la France d'en haut

J.F.

SNCF

LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS CONTINUE...

La journée de grève et de manifestation du 10 juin, appelée par l'ensemble des confédérations syndicales, a été un nouveau succès.

Après le long week-end de Pentecôte pour lequel la grève avait été reconduite dans de nombreux secteurs, la journée du mardi 10 juin a confirmé la décision des cheminots de poursuivre leur mouvement. Que ce soit à Rouen, Nantes, Marseille, à Paris Sud-Ouest, Paris-Nord ou Paris Sud-Est, des assemblées de grévistes ont décidé de reconduire la grève. Même s'il ne s'agit, le plus souvent, que de minorités préoccupées d'élargir le mouvement et d'entraîner de nouveaux cheminots, il est notable que la grève se maintient depuis maintenant près de quinze jours, avec des moments forts lors des journées de manifestations inter-professionnelles.

Toutefois, la difficulté dont bien des grévistes ont conscience reste d'étendre la grève à toute la SNCF. Dans cette voie, ils se heurtent aux directions syndicales qui ne veulent pas d'un mouvement d'ensemble mais seulement de journées d'action marquées par des manifestations, entre lesquelles il faudrait reprendre le travail. Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT cheminots, comme Denis Andlauer, responsable de la fédération CFDT des cheminots (en désaccord avec la politique de la Confédération), expliquent en substance que les cheminots ne doivent pas être la « locomotive » du mouvement de protestation contre les retraites, comme si cela avait un sens de poser le problème de cette façon lorsque l'on souhaite sincèrement développer un mouvement d'ensemble. Ils déclarent tout à fait explicitement que le mieux serait que les cheminots se bornent à participer aux manifestations interprofessionnelles appelées par les Confédérations syndicales. Ces dernières ne fixent d'ailleurs pas au mouvement en cours l'objectif du « retrait du plan Raffarin-Fillon », contrairement au mouvement de l'hiver 1995, quand la CGT en particulier demandait le retrait du plan Juppé. Aujourd'hui, les directions syndicales demandent seulement « une autre réforme des retraites passant par de véritables négociations avec les organisations syndicales » comme le précisait la déclaration de la Commission exécutive confédérale de la CGT, le 6 juin dernier.

La grève des cheminots, des travailleurs de la RATP et des transports urbains d'autres grandes villes doit se renforcer. A la SNCF, les assemblées inter-services, les contacts entre cheminots de secteurs différents, comme les contacts entre cheminots et travailleurs d'autres catégories professionnelles, se sont multipliés et répondent à ce sentiment qu'il faut être le plus nombreux et le plus solidairement mobilisés. C'est comme cela que les grévistes pourront se renforcer, en nombre et moralement, pour aller – y compris par dessus les volontés des directions syndicales – vers l'extension de la grève.

● À Paris Gare du Nord

Le 6 juin, la grève a été reconduite jusqu'au mardi 10 juin par les conducteurs comme par le personnel sédentaire de la gare du Nord, ceux des ateliers du Landy et des Joncherolles, ainsi que par les conducteurs des dépôts de Mitry et de Persan. Les propos optimistes de Gallois ont connu un désaveu cinglant avec une grève à 100 % sur ces deux derniers dépôts pendant tout le week-end de la Pentecôte. A Paris, le piquet de grève a été maintenu durant les trois jours, agrémenté de barbecues autour de la gare.

Mardi 10, la grève a été reconduite partout de façon relativement importante. A Paris, nous avons été rejoints par les conducteurs de Mitry et de Persan. Avec quelques cheminots de la gare et des ateliers, nous avons été à 150 bloquer les voies et occuper les postes d'aiguillage mais aussi discuter avec le personnel non encore en grève. La direction, n'ayant sans doute rien de mieux à faire, nous a suivis avec ses huissiers, envoyant même quatre cars de police. Une façon bien à elle de nous expliquer « la liberté du travail »... Malgré cela, nous avons été bien accueillis partout.

● À Orléans les Aubrais

250 cheminots en grève se sont joints à la manifestation du mardi 10 juin à Orléans, qui



a regroupé plus de 5 000 personnes dont une bonne moitié d'enseignants.

Malgré l'appel à la suspension que la CGT avait fait voter vendredi 6 juin, quelques cheminots sont restés en grève le week-end de la Pentecôte et de nombreuses discussions sur « ce que veulent les syndicats » ont eu lieu. Mardi, le nombre de grévistes montrait que la grève avait plutôt rebondi et concernait environ 40 % de cheminots, tous services confondus. A l'assemblée générale, 110 d'entre nous (treize abstentions) ont reconduit la grève pour 24 heures. A noter la présence d'une bannière « jeunes cheminots en colère »...

● Région de Lyon

Aux ateliers d'Oullins, après avoir suspendu la grève vendredi 6 juin pour avoir le week-end de la Pentecôte payé, les cheminots ont revoté la grève. Il y avait 54,5 % de grévistes sur 800 cheminots prévus pour travailler ce mardi. Cela n'empêche pas des grévistes d'être sceptiques quant à l'avenir, surtout après qu'un responsable fédéral de la CFDT fut intervenu pour tirer en arrière et que la CGT eut laissé faire.

A Sibelin, sur 470 cheminots, nous étions à 70 % en grève mardi 10 juin et bien des jeunes sont décidés à ne pas baisser les bras. Au dépôt de Vénissieux aussi, les grévistes étaient nombreux et il n'est guère étonnant que le trafic des TGV soit perturbé lorsqu'on

sait que la direction reconnaît elle-même 80 % de grévistes au dépôt de Lyon-Mouche, des conducteurs TGV entre autres.

Enfin, nous étions un millier de cheminots à la manifestation du 10, et cela avait de quoi soutenir le moral de tous pour continuer.

● Région Paris Sud-Ouest

Mardi 10 juin, les grévistes étaient plus nombreux que la semaine précédente sur la région Paris Sud-Ouest. Aux ateliers de Masséna, nous étions une centaine à l'assemblée du matin. A 90, nous avons reconduit la grève, contre laquelle une seule voix s'est exprimée.

Sur les autres secteurs de la région, qu'il s'agisse des agents de conduite ou des contrôleurs, la proposition de faire des assemblées où se retrouvent plusieurs secteurs est retenue. Cela permettrait de réunir par exemple les agents de conduite du dépôt d'Ivry avec ceux de Paris ainsi qu'avec les contrôleurs, les aiguilleurs et les cheminots qui travaillent en gare de Paris-Austerlitz. Cela paraît aller de soi et pourtant, cette perspective d'un rassemblement inter-catégories des grévistes se heurte à l'hostilité des appareils syndicaux.

De son côté, la direction use de bien des moyens pour démoraliser les grévistes, allant par exemple jusqu'à donner une bonification aux contrôleurs qui travaillent les jours de grève.

Reste à savoir si toutes ces manœuvres réussiront...

LE MOUVEMENT À LA RATP

À la RATP, mardi 10 juin, nous étions toujours en grève reconductible, avec un préavis de la seule CGT, et avec l'objectif de participer à la manifestation parisienne.

Durant le week-end de la Pentecôte, le mouvement de grève est resté fort sur certaines lignes, avec des piquets de grève comme sur la ligne 9, à la Porte de Saint-Cloud.

Beaucoup tenaient à participer à la journée du 10 juin, pour voir où en était le mouvement et si de nouveaux grévistes s'y associaient. Cette journée a donc été bien suivie. D'après la CGT, il y a eu 56 % de grévistes parmi les conducteurs de métro, plus de 60 % parmi les machinistes (conducteurs de bus) et seulement 18 % parmi les agents de stations.

Ici et là, des assemblées générales communes ont été organisées entre des conducteurs, des machinistes et des ouvriers d'entretien. Devant de nombreux dépôts de bus, des enseignants, des postiers, etc., sont venus soutenir les grévistes, discuter avec les hésitants ou même bloquer les dépôts.

Dans les assemblées des secteurs, les grévistes ont fait le constat d'une certaine stabilité du mouvement et se demandaient ce que la grève allait devenir mercredi 11 juin. La manifestation de l'après-midi du mardi 10 juin a tout de même redonné du tonus par



Au dépôt de bus de Malakoff.

son caractère dynamique.

Mercredi matin 11 juin, des lignes étaient encore fortement en grève. Les grévistes tenaient bon mais beaucoup attendaient les décisions qui seraient prises dans l'après midi, à la Commission exécutive de la CGT. Certains envisageaient une suspension alors que d'autres voulaient tout faire pour renforcer la grève.

Le mouvement dure depuis maintenant un mois, avec des hauts et des bas, des interruptions, des différences de mobilisation d'un secteur à l'autre. Quoi qu'il en soit, le sentiment qu'il faut le retrait du plan Raffarin reste présent. La lutte continue donc.

● Au dépôt de bus de Malakoff

Vendredi 6 juin avait lieu comme tous les matins depuis quelques jours, une assemblée générale. De nombreux salariés, cheminots de Châtillon, communaux de Bagneux, Malakoff et enseignants, étaient venus, d'autant plus que la police était attendue ce matin-là puisque l'assemblée du dépôt avait voté le blocage des portes.

Dès que les CRS ont décidé de passer à l'action, les communaux sont arrivés pour prêter main forte. Dans le même temps, les élus du PCF, le maire de Malakoff et la députée-maire de

Bagneux, tentaient de s'opposer à l'intervention imminente des forces de l'ordre.

En début d'après midi, les CRS ont commencé à enfoncer les rangs des grévistes tout en repoussant le cortège des manifestants. Les « bleus » étaient tellement occupés à leurs tâches... que la grille du dépôt se referma sans qu'ils puissent l'arrêter, malgré leurs efforts. Cette situation ne dura pas, et c'est sous les sifflets que sortirent quatre bus, conduits par des cadres, tandis que le cinquième, non gréviste au départ, déclarait ne pas accepter la présence des flics et bloquait son bus au milieu du passage, interdisant de fait la sortie d'autres bus !

Voilà qui a donné du tonus aux grévistes pour commencer la semaine suivante.

● À Paris-Ouest

Vendredi 6 juin, après l'assemblée générale qui a réuni environ 130 grévistes des lignes 8, 9 et 10 du métro ainsi que des travailleurs des ateliers et des machinistes du dépôt du Point du Jour, nous avons décidé d'intervenir pour empêcher la direction de faire appel aux conducteurs dits « de réserve générale » qu'elle utilise pour briser les grèves.

A une centaine, en scandant « tous ensemble, tous ensemble ! », nous nous sommes donc retrouvés au local « départ » de la Porte de Saint-Cloud pour empêcher les trains de rouler. Nous avons renouvelé cette opération à la Porte d'Auteuil, station qui dessert Roland Garros, et là aussi, la direction a reculé. Même chose, et avec le même succès, à Balard.

Quant à la manifestation du 10 juin, elle nous a tous revigorés car nous avons pu constater la sympathie qui se manifestait vis-à-vis de notre cortège qui défilait sous une banderole du Comité de grève Saint-Cloud-Sèvres, Ligne 9 !

Et notre drapeau rouge ?

Au retour du dépôt RATP de Malakoff, après être allés soutenir les grévistes contre l'intervention des CRS, les cheminots grévistes des ateliers SNCF de Châtillon s'aperçurent que le drapeau rouge qui flottait sur le portail de l'entrée d'un des ateliers du site avait disparu...

Les vigiles nous apprirent alors qu'un cadre l'avait retiré et était parti avec.

Pour les grévistes, cela ne pouvait rester impuni. Il fut donc décidé du blocage de

l'entrée jusqu'à restitution du dit drapeau !

La direction, venue aux nouvelles, tenta vainement de négocier le déblocage de l'entrée en assurant qu'une enquête était ouverte. Le drapeau restant introuvable, elle nous proposa un compromis : un drapeau de manœuvre d'un rose pisseux.

Le refus indigné des grévistes laissa la direction perplexe : comment en arriver à de telles extrémités pour un bout de

tissu, fut-il de couleur rouge ?

Mais rien n'y fit, c'est le symbole de la grève et les cheminots y tiennent. La direction a été prévenue, vendredi 6 juin, que le blocage reprendrait le mardi 10 juin si le drapeau rouge ne flottait pas à nouveau sur le portail !

Ce jour-là donc, le drapeau n'ayant pas réapparu, l'entrée a été bloquée et la direction empêchée d'entrer. La grève continue !

Joskin Bourges (Cher)

FACE À UN PATRON DE CHOC

Les 40 ouvriers de l'entreprise Joskin, à Bourges, qui fabriquent des bennes à usage agricole, sont en grève depuis le 22 mai et occupent leur entreprise.

Le 21 mai, le directeur de la société était venu remettre à six ouvriers une lettre du PDG leur signifiant leur licenciement sur le champ avec mise à pied conservatoire. Cela déclencha aussitôt la grève.

Pour s'installer à Bourges, puis dans une commune proche, le sieur Joskin a bénéficié d'aides publiques plus

que considérables. Tout d'abord, il s'est installé dans les locaux du GIAT (Groupeement des industries de l'armement terrestre), profitant du matériel et du personnel mis à disposition. Il a ensuite perçu 618 000 euros du Conseil général et 458 000 euros de la SOFRED pour la création d'emplois. Et ce n'était qu'un acompte !

Chez Joskin, les ouvriers gagnent 1 114 euros net par mois. L'aide attribuée représente donc deux ans de salaire des 40 ouvriers embauchés (au

lieu des 102 emplois promis) !

Dans l'usine flambant neuve, construite avec les deniers publics, les conditions de travail sont lamentables. Les machines, sauf une, sont de vieilles machines hors normes de sécurité. Il n'y a pas d'évacuation de fumées, les ouvriers souffrent des yeux et de la gorge. Les peintres en cabine n'ont qu'un « nez de cochon » pour toute protection. L'organisation du travail est anarchique, les pièces nécessaires sont commandées en nombre insuffisant ou ne

sont pas adaptées. Et Joskin ose prétendre que les six ouvriers menacés de licenciement manquent de productivité ! Les accidents sont nombreux : un par semaine et jusqu'à quatre en quelques jours. La direction fait pression pour que ces accidents ne soient pas déclarés. Le PDG a tenté, le 23 mai, d'entrer en force dans l'usine pour récupérer les bennes déjà fabriquées et dont certaines valent près de 50 000 euros pièce. Au cours de cette opération, un ouvrier a été blessé.

Depuis, la situation est bloquée. Les négociations entreprises à la préfecture avec l'Inspection du travail n'ont rien donné. Le patron campe sur ses positions, profère menaces et injures.

La CGT a appelé à un premier rassemblement de soutien le 27 mai, devant l'usine, qui a été bien suivi par des salariés du public, du privé et des enseignants grévistes. Les travailleurs d'autres entreprises sont solidaires et aident à l'occupation.

LES CONTRACTUELS DE LA SNCF S'INVITENT AUX CHAMPS

Dimanche 1^{er} juin, à grands frais, la SNCF avait installé un kilomètre et demi de rails sur l'avenue des Champs-Élysées à Paris pour y faire circuler un train Corail et visiter une motrice TGV. Gallois, le président de la SNCF, ne parlait plus d'économies mais faisait le beau aux côtés du maire de Paris, Delanoë, devant cette « vitrine » de la SNCF.

Mais ce jour-là, des contractuels de la SNCF s'étaient invités pour manifester et montrer au public, venu en nombre assister à cette « grande fête » du train, que derrière l'esbroufe, la direction SNCF fait travailler des travailleurs d'origine étrangère, en particulier marocains, dans des conditions lamentables.

Ils sont ainsi plus d'un millier qui travaillent à la SNCF, où ils ont été embauchés dans les années soixante-dix pour exercer les métiers les plus pénibles : entretien des voies et des caténaires, accrochage des wagons dans les triages, réparation du matériel roulant. Tra-

vaillant en 3x8, dimanches et jours fériés compris, de jour comme de nuit, très souvent dehors, dans des conditions aggravées par le manque d'effectifs, ils n'ont jamais pu accéder aux mêmes droits que les cheminots.

Dans un tract diffusé à la manifestation du dimanche 1^{er} juin, les contractuels dénonçaient le fait que « aujourd'hui, beaucoup d'entre nous arrivent à l'âge de la retraite et constatent amèrement que la SNCF nous refuse le droit de bénéficier d'une retraite minimum nous permettant de faire vivre notre famille ». Comment arrêter de

travailler quand la retraite ne représente que 380 euros net (2 200 F), parce que les 40 années de cotisation ne sont pas atteintes à 60 ans pour ces salariés qui sont très mal payés ? Pour ne pas être réduits à la misère après une vie de travail, il faudrait – surtout si la réforme Fillon passait – travailler jusqu'à 65 ans et plus, malgré les travaux physiques pénibles qui sont leur lot.

Les contractuels réclament d'avoir droit au moins à la retraite minimum des cheminots, soit 2 875 euros par trimestre (environ 6 300 francs par mois), ainsi que la suppression de la clause de nationalité qui interdit leur embauche au même statut que les autres cheminots, clause que, de son côté, la RATP a d'ailleurs fini par abandonner.

Ce serait bien la moindre des choses.

CENTRE DES IMPÔTS (GRENOBLE)

GRÈVE ET INTERVENTION POLICIÈRE

Le Centre des impôts de Grenoble est en grève depuis le 13 mai. Depuis, les grévistes ont été de toutes les manifestations et actions. Au lendemain du 3 juin, un piquet de grève a été mis en place. La direction a lancé des menaces, puis a fait intervenir les CRS au matin du 5 juin.

Dès l'arrivée des forces de l'ordre, une partie importante de ceux qui étaient venus pour

travailler ont alors rejoint leurs camarades et les grévistes des autres secteurs venus apporter leur soutien. Les CRS, sur ordre du directeur, repoussèrent les grévistes en bas des escaliers menant à l'entrée du personnel pour en « libérer le passage ».

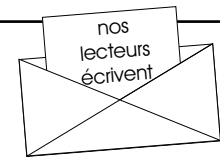
Le directeur montait alors fièrement les marches entre deux rangées de képis et de matraques. Mais lorsqu'il se retourna, pas un seul employé ne lui emboîta le pas, et pas

davantage dans l'heure qui suivit. Personne n'entendait aller au travail dans de telles conditions, les CRS reparti-

Cette intervention musclée a choqué de nombreux travailleurs. Mais elle a été aussi une démonstration de solidarité face à l'arrogance et au mépris du directeur, qui a renforcé le moral des grévistes.

La grève continue aux Impôts !

CPCU



LA VAPEUR MONTE

Dans la semaine qui précédait le 3 juin, plusieurs assemblées générales se sont tenues à la CPCU (Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain) avec à chaque fois une centaine de personnes sur les 350 qui sont chaque jour présentes.

Après la journée du 3, il y a eu beaucoup d'hésitation à s'engager pleinement dans la grève et c'est l'idée de faire seulement 2 heures par jour qui, dans un premier temps, l'a emporté. Nous avons cependant participé à différentes actions. Ainsi, nous sommes allés à une trentaine à une manifestation au Stade de France jeudi 5 juin avec quelques centaines de salariés d'EDF pour épingler Roussey, le président d'EDF qui tenait là une réunion en vue de la privatisation. Il se trouve que la CPCU est concernée puisque nous avons le statut d'EDF (nous sommes en fait une

ancienne filiale d'EDF, déjà privatisée). Les grilles fermées du stade ont sauté, les patrons ont filé attaché-case sous le bras, jusqu'à l'arrivée d'un escadron de CRS.

Alors que nous faisons face au cordon de CRS, un de nos camarades a reconnu un voisin de sa cité et l'a interpellé : « Nénette (son surnom) viens avec nous ! » Et tout le monde de scander : « Nénette avec nous ! »

Vendredi 6 juin, nous sommes allés à quelques-uns à l'AG des cheminots de la gare de Lyon qui se situe à quelques dizaines de mètres de notre principal site. Et mardi 10 juin, les AG ont reçu la visite des ouvriers des autres sites du groupe. CPCU, cheminots, enseignants, on a le sentiment que c'est parti et bien parti !

● PRESSIONS SUR LES NOURRICES

Lectrice de *Lutte Ouvrière*, j'aimerais vous faire part d'un incident intervenu en marge du mouvement de grève des personnels de l'Éducation nationale.

Le 27 mai dernier, j'ai demandé à une voisine, nourrice agréée, de me dépanner en gardant ma fille un jour, en raison de la grève des institutrices.

Étant consciente du caractère exceptionnel de ma demande, je lui ai donc confié ma fille de 6 ans en la remerciant vivement.

Le soir, lorsque je l'ai reprise, la nourrice m'a informée qu'un médecin de la Protection Maternelle et Infantile était venu la contrôler. Il lui a reproché d'avoir « un enfant de trop », en la menaçant que « la prochaine fois, elle aura un avertissement ».

Très en colère, j'ai vérifié

auprès des autres nourrices agréées du quartier, j'ai constaté qu'elles avaient toutes été ainsi contrôlées.

Ce contrôle des docteurs était-il vraiment nécessaire en cette période de mouvement social pour la défense de l'école publique et des retraites des salariés ?

En fait, ils devaient bien se douter que des parents prendraient contact avec les anciennes nourrices de leurs enfants.

En tant que parent solidaire des personnels de l'Éducation actuellement en grève, je tiens à protester contre des méthodes que je juge indignes et je dénonce, par avance, les sanctions que l'on ferait ainsi peser sur les nourrices.

G. L., Pantin

Seine-Saint-Denis

14 JUIN, MARCHÉ POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Samedi 14 juin, à l'initiative de la Coordination des Travailleurs Sociaux de Seine-Saint-Denis, aura lieu une grande marche, de la gare du Bourget jusqu'à la préfecture de Bobigny, pour défendre le droit au logement et exiger la mise en place d'un plan d'urgence en Seine-Saint-Denis.

Selon l'Institut national de la statistique, l'Ile-de-France compte 315 000 demandeurs de logements, dont 45 000 rien que pour la Seine-Saint-Denis.

Il existerait par ailleurs, selon le même organisme, 410 000 logements vacants.

Depuis de nombreux mois, les travailleurs sociaux de Seine-Saint-Denis sont confrontés à la situation difficile de familles ou de personnes isolées pour lesquelles ils ne disposent d'aucune solution d'hébergement. Le Samu social (le téléphone 115) ne répond plus, contrairement à ce que prétendent les pouvoirs publics et les médias.

Le déficit accumulé depuis vingt ans s'élève à quelque 600 000 logements pour

l'ensemble du pays et devrait continuer à se creuser. Les offices HLM sont confrontés à des difficultés financières dramatiques et menacés de privatisation. La conséquence en serait la vente de logements sociaux, ce qui entraînerait inévitablement une nouvelle dégradation du parc immobilier destiné aux plus démunis.

En l'absence de volonté des pouvoirs publics, des gouvernements successifs, de certains élus réactionnaires qui poussent des hauts cris quand on leur parle de logement social, le droit élémentaire de disposer

d'un logement décent n'est plus assuré. Résultat : se développent l'insalubrité et le danger, la suroccupation, l'inconfort, l'hébergement précaire sous toutes ses formes et les difficultés pour les ménages à revenus modestes à trouver un logement. Et la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, marquée par une série d'attaques en règle contre le monde du travail ne risque pas d'y remédier.

C'est ce que dénonce la Coordination des travailleurs sociaux, qui refuse de subir passivement cette situation. La

marche a reçu l'appui de nombreuses organisations politiques, syndicales et humanitaires, parmi lesquelles la CGT, SUD, la Ligue des Droits de l'Homme, le DAL, le PCF, Lutte Ouvrière, la LCR, etc.

Pour un logement décent et définitif pour tous, l'arrêt immédiat des expulsions locatives et la mise en place d'un plan d'urgence pour le logement social en Seine-Saint-Denis, retrouvons-nous :

Samedi 14 juin à 14 heures De la gare du Bourget à la préfecture de Bobigny

Alstom-Belfort

PRIVÉ-PUBLIC,
TOUS ENSEMBLE
CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le 19 mai, la direction d'Alstom a annoncé une nouvelle vague de licenciements dont plus de 600 dans le secteur énergie de Belfort, c'est-à-dire la moitié des effectifs des établissements concernés.

Tout de suite après, le 23 mai, un premier débrayage avait eu lieu (cf. LO n° 1817). À la fin de ce rassemblement, rendez-vous avait été pris pour une demi-journée de grève le 5 juin avec l'idée de manifester avec la population belfortaine à l'intérieur de l'usine.

Ce jour-là, dès 6 h 30, des militants syndicaux étaient présents aux portes de l'usine pour empêcher les véhicules d'entrer et appeler les travailleurs à rester jusqu'à l'heure de la manifestation prévue à 9 h 30 à l'entrée de l'usine. Ce qui a été remarqué et apprécié, c'est la présence à la porte, dès 6 h 30, d'une cinquantaine de grévistes de l'Éducation nationale. Petit à petit, le groupe des grévistes Alstom grossissait pour atteindre rapidement quelques centaines. À 9 h 30, nous étions même plus d'un millier.

Entre-temps, les Belfortains et surtout les grévistes de tous les secteurs se rassemblaient devant la Maison du peuple pour rejoindre en manifestation l'Alstom. Grand moment d'émotion lorsque les deux rassemblements se sont réunis à la porte de l'usine aux cris de « Tous ensemble ».

À près de 3 000, la manifestation pénétra dans l'usine. Première halte devant l'atelier de la

grosse chaudronnerie, aujourd'hui désert, après d'abord une externalisation, puis une fermeture totale avec plus de 100 licenciements secs. Ensuite, passage devant l'atelier où devrait s'installer à grand renfort de publicité, et surtout de subventions publiques, une entreprise d'éoliennes. Mais pour l'instant, c'est du vent puisque l'atelier est désert.

Au gré du circuit, les anciens qui avaient passé toute leur vie à travailler dans cette boîte étaient écœurés de ce que cette usine était devenue. Dans le cortège, on comptait beaucoup de proches, des familles de ceux qui y travaillent encore. Plusieurs camarades licenciés lors du dernier plan avaient tenu à être présents.

Les objectifs de cette demi-journée de grève et de manifestations ont été atteints, nous étions nombreux à dire : « Non aux licenciements ! »

Mais tout le monde sait bien que ce n'est pas une manifestation, si réussie soit-elle, qui suffira à faire reculer la direction qui annonçait, le lendemain même, 445 licenciements supplémentaires dont 300 à Belfort dans le secteur ferroviaire. Mais elle peut être une étape dans la lutte pour interdire, enfin, ces scandaleux licenciements alors que les groupes financiers actionnaires d'Alstom, présents et passés, ont engrangé de plantureux profits.

Correspondant LO

Clermont-Ferrand

GRÈVE AU CHANTIER DU ZÉNITH

Le plus grand chantier du bâtiment de la région clermontoise est en grève depuis une semaine. Cela a provoqué la colère de Giscard d'Estaing qui, en tant que président du Conseil régional d'Auvergne, est le maître d'œuvre et le financier des travaux.

Ils sont environ 400 ouvriers de beaucoup de nationalités qui travaillent en permanence sur ce vaste chantier pour la construction du Zénith, un ensemble de salles de spectacles dont l'une est de dimension supérieure au Zénith de Paris, avec 8 500 places.

Une grève avait éclaté il y a plusieurs semaines pour protester au sujet du paiement des intempéries. Cette fois la grève porte sur les retraites. Il y a un piquet de grève qui toutefois ne bloque pas les camions. Mais

cela a suffi pour que Giscard réagisse comme n'importe quel patron de choc : envoi d'huissier, puis de flics, puis des vigiles avec les chiens qui ne sont même pas tenus en laisse, tout cela pour empêcher que des manifestants grévistes venus apporter leur soutien puissent approcher.

Mardi 10 juin, Giscard a fait convoquer des militants syndicaux et d'autres au tribunal administratif de Clermont-Ferrand pour « entrave à la liberté de travail ». Il ose réclamer une amende de 51 000 euros.

Cela n'a pas intimidé les grévistes qui ont participé activement à la manifestation et qui, en voyant la réalité sur le terrain, n'ont pas manqué d'apprécier les paroles creuses de Giscard au Parlement européen sur la démocratie.



La grève des éboueurs

UNE ACTION DE
SALUBRITÉ PUBLIQUE

Dans de nombreuses villes, la grève des éboueurs, commencée depuis plusieurs jours, voire plusieurs semaines, continue.

Les éboueurs sont en grève contre le projet du gouvernement sur les retraites ; leurs revendications portent également sur les salaires et les effectifs. Si la mobilisation est inégale selon les régions, elle touche les plus grandes villes du pays, où la CGT, FO, et parfois la CFDT, ont appelé à cesser le travail.

À Marseille, le mouvement de grève s'est installé dans dix arrondissements sur seize. Il a démarré il y a environ une semaine, comme à Bordeaux. Dans cette ville, d'après le délégué CGT des éboueurs, syndicat majoritaire, « le conflit monte en puissance : le personnel y est favorable à 80 % et c'est lui qui décide chaque matin de poursuivre ou non le mouvement. » À Paris et en région parisienne, les éboueurs sont en grève depuis le 26 mai et 20 à 30 % d'entre eux l'étaient toujours après la Pentecôte, malgré l'intervention de la police.

Là comme en bien des endroits, la réponse des autorités municipales, dont dépend la collecte des déchets, a été de passer à la manière forte. A Brest, où la grève dure depuis le 19 mai, le maire, PS, a réquisitionné dix-huit chauffeurs et trente-six éboueurs et a menacé lui aussi de faire intervenir la police si les grévistes continuaient à bloquer les bennes à ordures. Dans d'autres villes comme à Calais, ou en Seine-Saint-Denis, à Sevran, Ville-

pinte, Tremblay, Le Blanc-Mesnil..., les maires ont décidé de procéder à des réquisitions pour que le ramassage soit effectué. A Marseille, la ville a demandé aux marins-pompiers d'intervenir pour éteindre les incendies provoqués par des riverains ayant mis le feu aux tas d'ordures parce qu'ils ne supportaient plus les odeurs.

Pour le moment, les maires adoptent une attitude commune : ils recourent aux réquisitions et menacent d'employer la force quand ils ne mettent pas à exécution cette menace. Les maires « de gauche » justifient cette décision par « les conséquences sur la salubrité et l'hygiène publique », comme l'a déclaré le maire PS de Brest. A Calais, le maire PCF, malgré son soutien déclaré aux grévistes, a procédé lui aussi à des réquisitions pour calmer la grogne des administrés.

Bien sûr, une grève des éboueurs a des conséquences sur la « salubrité publique ». Mais travailler en sous-effectifs, s'user au travail jusqu'à plus de 63, 65 ans, être mal payés, n'est-ce pas aussi porter atteinte à la « salubrité publique » ? Alors, si la préoccupation des maires de « gauche » était réellement de veiller à la santé de leurs administrés, ils pourraient se montrer véritablement solidaires des travailleurs en lutte aujourd'hui, à commencer par ceux qui vivent dans leurs communes et peser à leurs côtés sur le gouvernement, en exigeant que l'État débloque tous les moyens revendiqués par les grévistes et retire sa

réforme sur les retraites.

Seulement, les maires de gauche des grandes villes appartiennent à des partis qui pendant des années ont mené une politique antiouvrière, œuvré à la dégradation des conditions de vie du monde du travail et préparé, entre autres, le dossier des retraites que défend aujourd'hui Raffarin. Et aujourd'hui, ces partis continuent à dire qu'il faudrait procéder à une « réforme » des retraites sans même revendiquer le retour aux 37 annuités et demie pour tout le monde, par exemple.

Quant aux maires de droite, ils affichent une solidarité totale avec leurs collègues ministres et tiennent le même langage qu'eux. Ainsi, Alain Juppé, maire de Bordeaux, a jugé que la grève des éboueurs est « une grève politique », « en aucune manière justifiée ». Rien d'étonnant de la part de l'ancien promoteur d'une « réforme » des retraites, sœur jumelle de celle que Raffarin veut imposer.

Pour le moment, la détermination des grévistes qui continuent le mouvement ne semble pas entamée. Et c'est tant mieux. Parce que, comme le disaient des éboueurs qui manifestaient lors d'un précédent mouvement de grève, « les ordures ne sont pas sur le trottoir, elles sont au pouvoir ! »

Dominique MATHIEU

McDonald's Paris
(Strasbourg-Saint-Denis)

APRÈS PLUS DE 80 JOURS DE GREVE

Le 2 février 2002, après presque quatre mois de grève, les salariés du McDonald's du carrefour Strasbourg-Saint-Denis à Paris signaient un protocole de fin de conflit qui obligeait le franchisé (le patron du restaurant) à réintégrer cinq salariés dont il avait voulu se débarrasser parce que trop revendicatifs, leur faute à ses yeux étant d'avoir demandé l'élection des délégués du personnel, ou encore organisé un mouvement de grève en soutien au militant syndical menacé de licenciement pour avoir demandé l'organisation des élections. Mais la direction McDo-France (qui exerce un contrôle étroit sur les franchisés) n'entendait pas en rester là. Plutôt du genre revancharde, elle confiait le restaurant à un nouveau gérant, Hamid Triyeh, ayant pour mission de « nettoyer » un établissement présenté comme « ingérable » parce que comprenant un trop fort pourcentage de salariés revendicatifs et syndiqués à la CGT.

Le nouveau gérant devait rapidement montrer qu'il avait trois préoccupations essentielles : présenter le restaurant comme déficitaire (en gonflant notamment les prix des contrats passés avec les sociétés prestataires chargées du nettoyage des locaux et du gardiennage) ; provoquer l'écœurement des salariés en organisant la dégradation des conditions de travail ; ne remplaçant pas des équipiers mis arbitrairement à la porte, obligeant ainsi ceux qui restent à travailler en sous-effectif (les salariés de Strasbourg-Saint-Denis qui étaient allés dénoncer cette situation au siège de McDo-France au mois de janvier dernier ont même eu pour réponse concrète les coups de matraque des flics venus les expulser de locaux où ils étaient censés être chez eux). Enfin, une autre de ses préoccupations s'avéra être de faire profiter les membres de sa famille et une partie de l'encadrement de l'ancien restaurant qu'il dirigeait lors de sa venue à Strasbourg-Saint-Denis en leur offrant des emplois plus remarquables par l'importance de leur rémunération que par celle de leur charge de travail.

La réponse du gérant aux demandes d'explications des salariés du restaurant concernant des pratiques pour le moins contestables fut claire. Il engageait, le 11 mars 2003, une procédure de licenciement, accompagnée d'une mise à pied conservatoire, à l'encontre de Tino, l'un des porte-parole des salariés mécontents. Sous-directeur du restaurant, il avait témoigné en faveur des salariés à l'occasion du procès prud'homal de l'année dernière et était devenu au lendemain du conflit représentant syndical.

Depuis cette date, les salariés du restaurant, dans leur quasi-totalité, sont en grève pour soutenir les revendications suivantes :

- respect des libertés syndicales et des droits des représentants du personnel
- arrêt immédiat de la procédure de licenciement de Tino Fortunat
- embauches supplémentaires pour mettre fin à la dégradation des conditions de travail
- paiement des heures effectives travaillées et versement des salaires à l'échéance normale
- augmentation des salaires de 10 %
- non au sabotage du restaurant !

Les grévistes se rendent dans d'autres McDo non seulement pour organiser des blocages mais aussi pour s'adresser aux autres salariés pour les inviter à soutenir et à rentrer en lutte pour obtenir une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail. Le contact n'est pas très facile, notamment du fait de la pression exercée par l'encadrement des restaurants visités, qui veille à ne pas laisser les équipiers discuter librement avec les grévistes.

Mais, parfois, le courant passe. La toute jeune section syndicale CGTM des restaurants McDonald's de la Martinique, qui a eu vent du mouvement de Strasbourg-Saint-Denis, a fait parvenir aux grévistes un communiqué de soutien. Des liens se sont créés avec les salariés du McDo de la Porte de Saint-Cloud, qui ont



Pendant le mouvement des McDo en novembre 2001.

observé trois jours de grève à la fin du mois de mai pour protester contre un licenciement et défendre des revendications concernant les conditions de travail. Fort curieusement, le journaliste du *Parisien* a cru devoir titrer, au lendemain de la grève du McDo de la Porte de Saint-Cloud : « La grève du McDo du boulevard Saint-Denis ne prend pas »...

Les grévistes ont découvert la solidarité de militants syndicaux d'autres professions à l'occasion du blocage de la plate-forme de Fleury-Mérogis, où sont conditionnés les pains qui servent à fabriquer les hamburgers. Ils ont rencontré avec plaisir des syndicalistes des transports qui étaient venus de Caen et de Rennes pour leur donner un coup de main.

Deux points ont été marqués qui ont contribué à maintenir le moral au beau fixe. Le

Tribunal de Grande Instance, statuant en référé, a refusé d'ordonner que les grévistes qui occupent les locaux jour et nuit soient expulsés du restaurant.

L'inspectrice du travail n'a pas pris pour argent comptant les accusations d'insubordination et de rétention de documents formulées à l'encontre de Tino et a refusé son licenciement, après avoir relevé que la procédure de licenciement n'était pas sans lien avec son mandat de représentant syndical.

Mais, sur les autres revendications, c'est le silence radio du côté de McDo. Aussi, la lutte continue.

Elle est parfois un peu rude. Lors de la venue au restaurant de Boulogne-Billancourt, les forces de police déclenchèrent immédiatement les hostilités en malmenant et en faisant sortir brutalement du restaurant

les grévistes qui n'eurent même pas le temps d'expliquer les raisons de leur présence. Un de nos camarades s'est retrouvé en garde à vue pendant toute une journée et se retrouve, injustement, convoqué devant le tribunal pour « outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique » et « rébellion ». (L'audience est prévue le 2 juillet à 15 heures devant la 14ème chambre du Tribunal de Grande Instance de Nanterre).

Mais les grévistes ne se laissent pas abattre et sont plus que jamais déterminés à faire céder McDo sur leurs revendications. Ils invitent toutes celles et tous ceux qui sympathisent avec leur combat au bal de soutien organisé par la CGT et animé par *Les Szagboonistes* le 12 juin au Cirque du Dr Paradi, place Stalingrad (participation 5 euros).

COPENOR (Mardyck-Nord)

LES PATRONS ONT DÛ RECULER

Après vingt-huit jours de grève, les 250 travailleurs postés de l'usine pétrochimique Copenor de Mardyck, près de Dunkerque, ont voté la reprise du travail le mardi 3 juin après avoir obligé les patrons à reculer sur plusieurs points.

Depuis plusieurs années, ils protestaient contre la prime d'intéressement qui n'était complètement versée qu'à partir de la réalisation de 95 % des objectifs mensuels de production. Or Copenor est une usine à risques, le site est classé Seveso et une telle prime, qui pousse à la production, est une cause de dangers

supplémentaires. C'est pourquoi les travailleurs avaient fait l'an passé dix jours de grève pour obtenir une part fixe. Les patrons avaient promis une négociation qui n'est jamais venue.

Cette année, les grévistes ont tenu le temps nécessaire pour que les patrons garantissent dans l'intéressement une part fixe de 3 % de la masse salariale, même si la prime d'intéressement est inférieure. Cela limite la possibilité pour les patrons de disposer à leur guise de cette partie du salaire annuel des travailleurs. Ils ont obtenu aussi un rattrapage de 310 euros sur la

prime d'intéressement de 2002.

De même, les grévistes demandaient que les passages d'une classification à une autre ne se traduisent plus par des augmentations « à la tête du client ». Ils ont obtenu la garantie de 75 % de l'augmentation pour les coefficients des ouvriers et jusqu'à 60 % pour les autres travailleurs, ce qui met un frein à l'arbitraire patronal.

Plus que tout, c'est d'avoir contraint les patrons à ravalier leur arrogance et à les respecter qui faisait la satisfaction des grévistes.

Proche-Orient

Après la rencontre
d'Aqaba,

LE TERRORISME D'ÉTAT ISRAËLIEN

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps, après l'acceptation sous l'égide des États-Unis de la « feuille de route » par Sharon et par le nouveau Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas (dit Abou Mazen), pour que des missiles israéliens tirés contre le véhicule du porte-parole du Hamas annihilent le fragile équilibre obtenu par l'administration américaine. Celle-ci se disait fière d'avoir obtenu du gouvernement israélien et de certains représentants palestiniens l'annonce que les deux parties allaient mettre en œuvre une série de mesures, s'apparentant à des concessions réciproques pouvant conduire à la paix.

Mais le terrorisme d'État une nouvelle fois pratiqué par Sharon est, en fait, dans le droit fil de ce qui a été concocté à Aqaba où il n'y a jamais eu de concessions réciproques. Du côté israélien, il s'agit de mettre fin aux colonies illégales construites en territoire palestinien depuis l'arrivée de

Sharon au gouvernement. Pourquoi celles-là uniquement ? Mystère ! La presse israélienne, même celle qui est favorable à un accord avec les Palestiniens, est très dubitative sur la réalité des concessions côté israélien. Selon le mouvement « La paix maintenant », 116 implantations sauvages ont été créées dans les Territoires depuis 1996, 59 sous les mandats de Natanyahou et Barak, 57 sous le mandat de Sharon. Seulement quatorze de ces implantations sauvages ont été à ce jour démantelées.

Mais, dans la plupart des cas, il s'agissait de faux démantèlements dans la mesure où il n'y avait sur place que quelques caravanes, parfois inhabitées. Un journaliste du quotidien israélien *Haaretz* soupçonne que la ou les deux dizaines de colonies que Sharon voudrait démanteler seraient elles aussi du même ordre « de telle sorte qu'aujourd'hui encore, un éventuel démantèlement serait un coup de bluff ».

En revanche, il est exigé que les Palestiniens mettent fin à l'Intifada, c'est-à-dire à leur propre révolte contre leurs oppresseurs. C'est dire si les concessions sont inégales et se situent à des niveaux n'ayant

aucune commune mesure. D'ailleurs, établissant un parallèle avec les accords d'Oslo, *Haaretz* écrit dans son édition du 4 juin : « À Oslo, les Palestiniens ont été sommés de déposer leurs armes, mais les Israéliens ont été autorisés à poursuivre la construction des implantations jusqu'à la conclusion d'un accord permanent »... qui n'a jamais été signé.

Et, au contraire même, durant toute cette période où se sont succédé les rencontres, les entretiens, les traités, les Territoires occupés ont été fortement amputés et morcelés, avec des zones coupées les unes des autres, une population qui peut de plus en plus difficilement circuler et se rencontrer, et qui est de façon constante en butte à des contrôles avilissants. Et au sein de tous ces petits bantoustans règne une misère sans cesse croissante, un manque de soins chronique et l'impossibilité même de travailler du fait des saccages effectués par l'armée israélienne.

Alors, quel peuple pourrait accepter une telle situation sans se révolter contre les responsables de son humiliation et de sa pauvreté ? Et c'est cette révolte justement que l'admini-



Jeunes Palestiniens en révolte contre l'oppression israélienne.

nistration américaine, soutenue en la circonstance par l'Union européenne, la Russie et les Nations-Unies (le quartet) voudrait voir étouffer.

Pour que le peuple palestinien puisse accepter la fin de l'Intifada, il faudrait qu'il obtienne satisfaction tant sur ses revendications nationales que sociales et puisse enfin travailler et vivre dignement. Les dirigeants américains ne montrent aucun signe de vouloir agir en ce sens, alors qu'ils en auraient les moyens politiques et financiers, ne serait-ce qu'en accordant à la Palestine promise une partie du soutien financier qu'ils accordent à

Israël ou à quelques-uns des potentats arabes locaux.

Si les dirigeants des États-Unis daignent desserrer les cordons de leur bourse, ce sera uniquement pour aider à mettre sur pied un appareil répressif capable de contenir les aspirations et la colère du peuple palestinien. Autant dire que les Palestiniens n'ont rien à espérer des prétendus règlements de paix établis sous l'égide de l'impérialisme et qui visent à préserver l'essentiel de ce que l'expansionnisme des divers gouvernements israéliens a arraché aux Palestiniens.

Georges LATTIER

Congo-Kinshasa

LES VISÉES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après la Côte-d'Ivoire, le Liberia et maintenant la République démocratique du Congo (l'ex-Zaïre ou Congo-Kinshasa). « La France multiplie ses interventions africaines » titrait *Le Figaro* du 11 juin. En effet, même si elles n'ont jamais cessé depuis la prétendue « décolonisation », ces derniers temps l'impérialisme français fait feu de tout bois dans ce qu'il continue à considérer comme sa « chasse réservée ».

Ainsi, le 10 juin, un premier contingent militaire français (arrivé avec ses blindés du Gabon, un autre pays afri-

cain où la France maintient des troupes) a débarqué à Bunia, au Congo. D'autres doivent suivre pour atteindre un total de 1 500 soldats, principalement français, dans le cadre de la mise en place d'une dite force multinationale d'urgence (FMN), couverte par l'ONU et placée sous commandement français. En effet, bien que discréditée après avoir soutenu jusqu'au bout le régime du dictateur Mobutu, la France n'a pas abandonné ses visées sur le Congo (ex-Zaïre) et plus généralement sur cette partie du continent africain baptisée l'Afrique des Grands Lacs.

L'occasion de revenir de lui être fournie en Ituri, dans le nord-est du Congo, où la FMN est censée

« pacifier » la ville de Bunia et sa région, ravagées par les affrontements opposant les ethnies rivales des Hémas et des Lendus. Ces combats auraient déjà fait plus de 50 000 morts en quatre ans.

En fait, depuis plusieurs années, le Congo est devenu un champ clos où s'affrontent une multitude de bandes armées, issues du pays lui-même mais également de plusieurs autres pays africains qui, sous prétexte de soutenir telle ou telle faction, se livrent à un gigantesque pillage des ressources naturelles du pays (or, diamants, pétrole, bois, cuivre et métaux précieux). En ce qui concerne l'Ituri, région riche en or et en pétrole, elle est convoitée par l'Ouganda et le Rwanda voisins. Alliés hier

contre Mobutu, ces deux pays se retrouvent aujourd'hui rivaux et ils se livrent une guerre par procuration en armant des combattants locaux, les miliciens lendus de l'Union des patriotes congolais (UPC) ayant les faveurs du Rwanda, tandis que les Hémas bénéficient du soutien de l'Ouganda.

Dans ce contexte, l'intervention française, même couverte par l'ONU et soutenue par plusieurs pays comme les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique, est loin de faire l'unanimité. L'appui apporté par l'armée française, via « l'opération Turquoise », aux responsables du génocide rwandais de 1994 a laissé un vif contentieux entre Paris et les autorités de

Kigali. D'autant que beaucoup d'anciens génocidaires sévissent aujourd'hui encore dans les régions du Kivu et d'Ituri, qui agissent tantôt pour leur propre compte, tantôt comme supplétifs au service du gouvernement congolais ou du gouvernement ougandais, et plus souvent tout à la fois.

Même en se retranchant, une fois de plus, derrière des raisons humanitaires et pacifiques, l'intervention française aura bien du mal à cacher ses véritables intentions : profiter du chaos pour opérer un retour en force et déployer des troupes afin de défendre les intérêts de l'impérialisme français dans la région des Grands Lacs.

Roger MEYNIER